PAGES 6-7, LE JOURNALISME C'EST LA MÉTÉO !

N°18 PLPL Prix : 2 Euros
Pour Lire Pas Lu
FÉVRIER 2004 LE JOURNAL QUI MORD ET FUIT... NUMÉRO DIX-HUIT

LES CONSEILLERS DU PS

Fascinée par « la génération canassons » des « intellectuels » mitterrandolâtres (Jacques Attali, Élizabeth Guigou, Yves Mourousi, Claude Allègre, Jean-Charles Naouri), une nouvelle équipe d'universitaires ambitieux et rêvant d'euros a déposé son cerveau au pied du parti socialiste. Le succès croissant de *PLPL* les ayant convaincus que la France « *tombe* », leurs références se trouvent de l'autre côté des Pyrénées, de la Manche, de l'Atlantique ou du Rhin : Felipe Gonzalez, ancien Premier ministre socialiste espagnol (1982-1996) qui protégea les barbouzes des Groupes antiterroristes de libération (GAL) et que la presse d'affaires situait « *un peu à la droite de Mrs Thatcher* » (*The Economist*, 11.3.89) ; Bill Clinton, qui signa l'ordre d'exécution d'un malade mental et fit envoyer en prison pour vingt-cinq ans un voleur de pizza en 1995 ; les chefs de la social-démocratie britannique et allemande, enfin, à propos desquels Raffarin confie, attendri : « *Quand je suis avec Tony Blair et Gerhard Schröder, je suis quasiment le plus à gauche* » (*Le Monde*, 22.1.04). Le projet « socialiste » des conseillers de la gauche se confond avec le rêve du Premier ministre britannique : « *Je voudrais une situation comme celle des États-Unis. Là-bas, personne ne met en doute que les démocrates sont un parti favorable au business. Nul ne devrait non plus se poser la question à propos du New Labour* » (*Financial Times*, 16.1.97). *PLPL* conclut sa grande Trilogie sur les intellectuels à gages avec une nouvelle tribu de dindons discoureurs.

LA LAISSE D'OR

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Il y a sur notre planète un éditorialiste proche du parti socialiste qui assimile les opposants à la mondialisation capitaliste à des « *manipulateurs de foules* ». Il affirme que leurs prochaines « *cibles seront les Juifs, Israël et la mondialisation, réunis en un même opprobre. Et comme, évidemment, cela ne résoudra rien, ils ajouteront bientôt à leur liste les intellectuels, les journalistes* ». Non, ce n'est pas Philippe Val. Un autre indice ? Notre éditorialiste proche du parti socialiste compare le Forum de Davos à « *la machine à café* » d'une entreprise où « *chaque année, politiques, artistes, intellectuels, se retrouvent dans un cadre informel* », se mélangent dans des « *échanges créatifs* » à l'issue desquels « *les hiérarchies sont bouleversées* » et « *tout le monde gagne* ». Vous n'avez toujours pas trouvé ? Non, ce n'est ni Kouchner, ni Rocard, ni Plenel. Il a soutenu la « réforme » Fillon de liquidation des retraites et assisté éploré aux obsèques de son ami Jean-Luc Lagardère. Il écrit dans *L'Express*, *Le Monde*, *Libération*, possède trois bureaux, emploie un chauffeur, fut banquier, a conseillé Messier et reçu 457 000 euros de Vivendi. Encore un indice ? Il donne dans l'humanitaire, à chaque nouvel ouvrage envahit France Inter, aime le microcrédit – et le plagiat –, estime que « *tout obstacle au libre commerce est un facteur de régression* ». Il a conclu que « *les valeurs de la gauche ne devront plus se réduire à l'égalité et à la solidarité* », mais plutôt « *mettre en avant des idéaux nouveaux* » comme « *l'esprit d'entreprendre, l'apologie de la réussite* ». Non, ce n'est pas Minc. Notre lauréat est ami du criminel de guerre Henry Kissinger, il a insisté sur « *la nécessité d'être dans le même camp que les Américains* » et il fut rémunéré par un vendeur d'armes en Angola. Son nom ? Il a conseillé Mitterrand, courtisé (en vain) Attac, s'est vanté que « *quarante chefs d'État m'appellent par mon prénom* », a pour voisin et ami Sarkozy. Mais désormais, il est surtout Laisse d'Or de *PLPL*. Bravo, **Jacques Attali** !

POUR RELIRE PAS RELU

UNE RÉVÉLATION DE JEAN-MARIE COLOMBANI

Cent quarante-cinq ans après Bernardette Soubirous, le directeur du *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*, ex-*Le Monde*) Jean-Marie Colombani a une révélation : « *Nous savons d'expérience, combien en faisant de l'insécurité la question centrale du débat public, en la posant comme une question abstraite sans causes sociales, économiques et urbaines, notre société a fait elle-même le lit de Jean-Marie Le Pen et créé les conditions d'un face à face de longue durée entre droite et extrême droite* » (*QVM*, 13.12.03). Un mois plus tard, il dénonçait encore « *une intense, excessive et démagogique campagne sur l'insécurité, celle du candidat Chirac lui-même* » (*QVM*, 10.1.04). En tapotant ces mots, Colombani redoutait que *PLPL* n'exhume un autre éditorial du *Monde*, celui du 29 janvier 2002. Publié trois mois avant l'élection présidentielle, ce texte non signé qui « *engage l'ensemble du journal* » expliquait : « *Il est sain, normal et heureux que cette question de la sécurité soit au cœur de la campagne électorale qui s'annonce : elle est au centre des préoccupations des Français* » (*Le Monde*, 29.1.02). Non content de faire « *de l'insécurité la question centrale du débat public* », *Le Monde* reprochait à Jospin « *le point faible de son bilan* » : « *en misant, pour l'essentiel, sur le recul du chômage, le gouvernement n'a pas su prendre toute la mesure des violences urbaines* » (éditorial du 2.8.01). Le *QVM*, lui, misait sur un intense et démagogique racolage. Le 2 août 2001, il annonçait à la « une » : « *Délinquance : les chiffres qui inquiètent* ». Simultanément, des milliers de kiosquiers recevaient une affichette publicitaire barrée d'un énorme titre : « *Insécurité : alerte !* ». Épouvanté par cette hystérie, un rédacteur du *Monde* admettra que « *le journal n'a pas évité certaines dérives sécuritaires* » (Lettre de *la Fabrique de la haine* n°22, 19.5.02). Les yeux rivés sur la courbe des ventes, ni Colombani ni Plenel ne se souciaient alors de faire « *le lit de Jean-Marie Le Pen* ».

• Attac lèche le PPA

En août 2003, Jacques Nikonoff, président d'Attac, adresse un « droit de réponse » au *Monde* qui, selon lui, avait déformé ses propos contre le « gauchisme ». *Le Monde* n'a jamais publié ce droit de réponse. Attac ne réagit pas ? Au contraire : le 27 décembre dernier, après plusieurs semaines d'offensive du Parti de la presse et de l'argent (PPA) contre ceux qui critiquent la presse, y compris – et de manière fort injuste – Attac, la vice-présidente de l'association, Susan George, riposte courageusement face à un journaliste de RFI :

– **Pierre Ganz (RFI)** : « *Certains de vos amis par exemple dénoncent les médias et les journalistes comme partie prenante de ce qu'ils combattent et vont jusqu'à théoriser leur refus d'avoir des contacts avec la presse. N'êtes-vous pas en train de prendre le risque de vous refermer sur vous-mêmes ?* »

– **Susan George** : « *Je crois que ceux qui refusent les contacts avec la presse sont très minoritaires* [...] *Je trouve qu'au moins en France, nous continuons à être couverts – enfin je veux dire le mouvement – de façon à peu près objective* ».

Quelques jours plus tard, le 19 janvier 2004, Susan George participe au titre de tapisserie à un « débat » entre Ramina et Raffarin organisé par *Le Monde* et l'Essec MBA. Elle y retrouve Pierre Rosanvallon et Edgar Morin, deux anciens membres de la commission Balladur-Minc de 1994 (lire le dossier de *PLPL* n°16). Cette rencontre au théâtre des Champs Elysées était-elle destinée à renforcer l'assise d'Attac dans les milieux populaires ? Peu importe : la politique de la fesse tendue aux médias est adoptée. Le 13 janvier, le Bureau d'Attac décide : « *Il sera proposé à des responsables de rédactions une invitation à déjeuner avec le Bureau. Les premiers invités seront :* Le Monde, Libération *et* Le Nouvel Observateur ». Jean (Daniel), Serge (July) et Edwy (Plenel) dégusteront avec Susan, Jacques et Bernard (Cassen) la sole normande que leur offriront les militants d'Attac.

Sommaire

PAGE 2 : *PLPL* RÉÉDUQUE LA PRESSE • LES SARDONS PARLENT AUX SARDONS • PAGES 3 À 5, DOSSIER : LES CONSEILLERS DE LA « GAUCHE » • PAGES 6-7 : *PLPL* PRÉSENTE : MÉTÉO PARTOUT, INFO NULLE PART • PAGE 8 : LES HISTORIENS DU PPA • PAGE 9 : BRÈVES MOUSTACHUES • PAGE 10 : HÉCATOMBES : VICTIMES DE LA GUERRE D'IRAK • VICTIME DE L'AMOUR • PAGE 11 : DÉMONTAGE D'ÉDITO : LA PENSÉE VAL TSE-TUNG • PAGE 12 : *PLPL* VOUS OFFRE UN DRAPEAU • LISTE DES LIBRAIRIES QUI DIFFUSENT *PLPL*

PLPL RÉÉDUQUE LA PRESSE...

Le Nouvel Âne, n° 3, 12 janvier 2004.

Les Sardons parlent aux Sardons

PLPL triomphe. Son audience ne cesse de croître comme en témoigne, exemple pris entre mille, ce reportage photographique réalisé à Villeuneuve-d'Ascq (Nord). Les actions contre les médias qui mentent continuent: début décembre, France 3 Bordeaux-Gironde a été occupée par des intermittents. Et le soir du réveillon, *Le Figaro* a reçu la visite d'une troupe de sardons chômeurs et précaires. La colère gronde contre la presse qui dissimule sous un voile religieux la ruine des conquêtes sociales. Quand Arlette Chabot, la Marie-Antoinette de la désinformation, consacre un énième « débat » au thème de la « laïcité » ou du « foulard », Raffarin se frotte les mains: la voie est libre pour institutionnaliser le CDD d'une demi-heure!

Ce jour-là, Ramina glapira de joie. En attendant, le président du directoire du *Monde* contemple son empire: « *Le nouveau groupe,* explique-t-il, *rassemble 43 titres de presse, de la presse quotidienne nationale (*Le Monde*) à la presse quotidienne régionale (*Midi Libre, L'Indépendant, Centre-Presse*), en passant par la presse magazine (*Télérama, La Vie, Ulysse, Fleurus presse, Courrier International, Le Monde diplomatique, Le Monde de l'éducation, *etc.*), élargie au secteur des livres (Desclée de Brouwer) et des librairies (La Procure). Employant un peu plus de 4400 salariés, il représente 700 millions d'euros de chiffre d'affaires* » (*QVM*, 31.12.03). C'est aussi impressionnant que l'empire ottoman à la veille de la Première Guerre mondiale. Et tout aussi solide....

Il faut pousser ce qui s'effondre. Dans cette perspective, *PLPL* et sa vitrine universitaire Acrimed (Action-critique-médias, www.acrimed.org) ont réalisé un *Petit manuel de l'observateur critique des médias*. Offert aux abonnés de *PLPL*, parce que nous les adorons, cette brochure est une arme anti-PPA disponible dans les meilleures librairies de l'Union européenne (lire p. 12) et sur commande. Diffusez-la autour de vous, lors de réunions publiques, en manifestations, dans le métro, au bistrot. Au boulot!

Petit manuel de l'observateur critique des médias

- De 1 à 4 exemplaires : 2 euros l'exemplaire + 1 euro de frais de port
- De 5 à 9 exemplaires : 2 euros l'exemplaire + 2 euros de frais de port
- Lot de 10 exemplaires : 15 euros port compris.
- A partir de 50 exemplaires, consulter Co-errances.

BON DE COMMANDE à envoyer, faxer ou mèler aux adresses suivantes :
- Par courrier à Co-errances, 45 rue d'Aubervilliers, 75018 Paris
- Par courrier électronique à christopher@co-errances.org
- Par téléphone au 01 40 05 04 24
- Par fax au 01 40 36 68 29

Je souhaite recevoir ..... exemplaires du Manuel.

Ci-joint un chèque de ..... euros correspondant au montant de la commande, libellé à l'ordre de Co-errances.

Nom et prénom : .....
.....

Adresse : .....
.....
.....
.....

Abonnement : 20 € (minimum) pour 10 numéros.
Soutien : 50 € et plus.
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à : PLPL, BP 70072, F-13192 Marseille CEDEX 20
Mèl : <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 10 € les 10 exemplaires, port compris.

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Rimbert
- direction du bon goût : Pantanella & Coutens
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction de la propagande : Eugène & Vincent
- direction délicieuse : Dozier & Dumoulin
- direction de la fanfare : Pinsolle & Souchon

N° de commission paritaire 0906 G 80702
Imprimé par l'Imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe.

OUI ! je veux DÉTRUIRE LE PPA

je m'abonne à PLPL

Nom

Adresse

Courriel

☐ Abonnement à compter du n° :

☐ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :

☐ Abonnement de soutien

Index SARDONIQUE des noms cités

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.
Sardon : militant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.
PPA : Parti de la Presse et de l'Argent. *PLPL* le détruira.
QVM : *Quotidien vespéral des marchés*, parfois appelé *Le Monde*. Y bat le cœur du PPA.
Le RTA, Roi du téléachat : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du *QVM*.
Ramina (ou**Raminagrobis**) : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du *QVM*.
Téléachat moustachu (faire du) : préférer l'autopromotion à la lutte anonyme. Activité pratiquée par les contestataires relaps qui plastronnent dans les émissions de LCI, France Culture, France Inter, ou dans les colonnes du *QVM*, de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, etc.
Crassus : Serge July, PDG de *Libération*.
NEM (Non-Evénement du Mercredi) : *Charlie Hebdo*.
Kim Il-sung de la rue de Turbigo : Philippe Val, Grand Leader du *NEM*.
Demi-cervelet (de Cohn-Bendit) : Zaki Laïdi, « politologue », mais la réalité est « plus complexe ».
Le Caniche moustachu : Michel Wieviorka, « sociologue » qui consterne ses collègues de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) avec sa question rituelle : « *T'as lu mon dernier papier dans Libé ?* »
Le Plagiaire Servile : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté, condamné pour « *plagiat servile* » par un jugement historique du Tribunal de grande instance de Paris, le 28 novembre 2001.
Laurent Mouchard (qui ment) : Laurent Joffrin, directeur (menteur) de la rédaction du *Nouvel Observateur*.

DOSSIER PLPL

LES CONSEILLERS DE LA « GAUCHE »

Et si le parti socialiste devenait... socialiste ? Rires... Oui, l'hypothèse est plus inattendue encore que celle d'un Yul Brunner chevelu ou d'une émission de téléachat décapitée par l'absence de son animateur moustachu. Néanmoins une ribambelle d'intellectuels s'inquiètent. Terrorisés à l'idée que la gauche ralentisse sa marche de marché, ils grattent à la porte du Parti de la presse et de l'argent (PPA) et provoquent l'effroi dans ses rangs. L'extrême gauche aurait perverti Ségolène Royal, Kouchner rêverait de créer des conseils ouvriers chez Total et Christine Ockrent se métamorphoserait en Rosa Luxemburg...

Décidé à sauver la gauche d'un péril de ce genre, notre état-major de penseurs a formulé un pentagone de postulats : a) le capitalisme de marché est là pour toujours (et c'est tant mieux !) ; b) les classes populaires ne valent plus un pet de lapin ; c) les conquêtes salariales « bloquent » la société et « entravent l'initiative » ; d) il faut bichonner les bobos décérébrés non encore abonnés aux *Inrockuptibles* (hebdo culturel du françois-hollandisme) ; enfin, e) chacun devra affronter individuellement les « risques » afin de devenir le meilleur entrepreneur de lui-même.

Le propos n'est pas nouveau. Alors qu'il tombait sous le charme velouté de Claude Imbert, Jacques Julliard réclamait au PS une « *franche acceptation des mécanismes du marché, une adaptation aux exigences de la concurrence internationale* » (*Le Nouvel Observateur*, 12.6.97). Plus tard, Alain Touraine résuma : le problème de la gauche « *n'est pas de convaincre le peuple, mais les classes moyennes urbaines, éduquées et sous-représentées* » (*Le Figaro*, 18.4.01). Alain Minc n'eut plus qu'à plagier les nouvelles règles de l'alternance politique : « *Si la droite politique est certes insignifiante et incapable de penser, il y a, heureusement, le Medef, qui a une capacité d'imagination remarquable. Vive le Medef ! Par ailleurs, sur de nombreux aspects, la CFDT est plus intelligente que le gouvernement* [Jospin]. *Vive la CFDT !* » (*Le Figaro*, 2-3.9.00). Ils braillent, ils criaillent, mais leur voix s'éraille.

Déjà d'autres canailles tressaillent et ferraillent. Banzaï !

Il suffit de prononcer le nom de Zaki Laïdi pour voir les yeux de Jean-Michel Helvig s'embuer. Helvig, dont les capacités intellectuelles ont été scientifiquement estimées par Noam Chomsky à celles *« d'un enfant de dix ans*[1] *»*, est directeur adjoint de la rédaction de *Libération*. Il s'occupe notamment des pages « Rebonds », dont la réputation de nullité a fait le tour du monde. Zaki, lui, pratique la science de ceux qui n'en ont aucune : il est « politologue », dispose d'une niche à Sciences-Po et glose dans les pages cornaquées par l'enfant de dix ans. Autrefois connu sous le nom de *« demi-cervelet de Cohn-Bendit »*, Laïdi tente de faire oublier son rôle de théoricien de la « troisième gauche verte » du candidat écolo-libéral en 1999. Avili par les divagations du sac à vent vert, Zaki s'est réfugié sous le costume gris de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce inéquitable. Il en est devenu le conseiller.

Désormais, Zaki prend la plume sitôt qu'il sent poindre une divergence entre les « socialistes » et l'UDF. L'exercice ne lui coûte que quelques secondes : pour tuer dans l'œuf un très aléatoire conflit entre ses deux partis amis, Zaki écrit toujours qu'il s'agit là d'une question *« plus complexe »*. Puis, avec le galimatias qui lui tient lieu d'écriture, il appelle les socialistes à davantage de modération. Par exemple : *« Un parti politique moderne, même de gauche, ne peut plus avoir pour visée de transformer la société. La société se transforme d'elle-même selon des modalités complexes où les vécus des individus sont le point nodal à partir duquel la réalité sociale se transforme. »* Il faut donc *« remettre en cause une partie du code du Travail, véritable livre rouge de la gauche*[2] *»*. Capable de produire ce crottin intellectuel dans des quantités encore supérieures aux capacités digestives de Helvig, le demi-cervelet s'en soulage alternativement dans les colonnes des *Échos*, du *Figaro*, du *Monde* ou de la revue *Le Débat*. Le propos, lui, reste identique. Zaki fantasme les sociétés comme les économistes rêvent les marchés : autorégulés. Il n'y a qu'à laisser faire la *« société civile »* (c'est-à-dire le Medef), laisser s'épanouir *« la capacité d'initiative de la société »* (c'est-à-dire accélérer le licenciement des syndicalistes) ; suivre les ONG, mais seulement si elles sont *« réformistes »*. *« La sacralisation du Smic et de ses coups de pouce rituels dépouille les partenaires sociaux de responsabilités en termes de construction de grilles salariales plus attractives et plus différenciées »*, pleurniche Zaki (*Libération*, 30.3.01). L'ennemi, c'est les conquêtes sociales, la *« vieille gauche »* qui les revendique, les inspecteurs du travail quand ils les garantissent, le peuple quand il les défend : *« cet absolutisme de la souveraineté populaire peut devenir une source de régression culturelle » (idem)*. Le progrès culturel façon Zaki, ce sont les permis de polluer : *« En pratique, ils ont l'avantage de permettre d'évaluer les coûts de la dépollution arbitrés par le marché, et de stimuler la recherche en matière de dépollution, grâce à leur mise en concurrence »* (*Le Débat*, mars-avril 2003).

En avril 2002, Zaki explique la déculottée de Lionel Jospin par *« la logique revendicative sociale la plus fruste et la plus conformiste »* des Verts et des communistes, coupables d'avoir imaginé les crimes les plus pendables : *« relèvement du Smic et des minima sociaux, ignorance des syndicats réformistes, hostilité idéologique au marché [sic], méfiance à l'égard des privatisations, silence sur les retraites et l'allongement de la durée des cotisations de la fonction publique, refus de condamner l'extrémisme d'Arlette Laguiller ou la politique du pire de la LCR, alignement servile sur les positions d'Attac, soutien aux syndicats d'extrême gauche »* (*Libération*, 25.4.02).

Depuis trois ans, un peu comme Philippe Val, Zaki projette ses petits crottins intellectuels sur la gauche radicale, l'extrême gauche, l'« altermondialisme ». Sur le ring des pages « Rebonds » de *Libération*, un combat de boxe s'est engagé entre le Demi-cervelet et le Caniche moustachu Michel Wieviorka[3] pour la conquête du titre galactique de conseiller du PS, catégorie PPA. Le 30 mai 2003, Zaki ordonne à la gauche de *« procéder à un véritable tri politique qui consiste à ignorer les radicaux pour mieux cultiver les réformistes »*. Réplique presque immédiate du Caniche moustachu, qui s'indigne de *« la façon dont le PS s'évertue à courir après un mouvement altermondialiste qui lui crache à la figure »* (9.6.03). Zaki esquive et s'offre comme bouée de secours à « la gauche naufragée » (17.7.03). Furieux, le Caniche moustachu jappe contre *« le néogauchisme »*, cette *« radicalité mortelle »* qui *« retarde la formation d'une opposition »* (14.8.03).

Profitant d'une erreur tactique de Zaki qui célèbre la *« complexité »* et l'Amérique dans les colonnes vermoulues du *Monde* (6.8.03), Wieviorka décoche l'uppercut fatal dans un entretien au *Figaro* (2.9.03). La vocation du PS, explique-t-il, *« n'est ni de véhiculer l'utopie altermondialiste, aussi sympathique qu'elle soit, ni de se constituer en acteur de rupture politique »*, mais d'aider le gouvernement Raffarin à liquider l'assurance maladie. Pour cela, il doit rompre avec *« une extrême gauche perméable, par le bas, à un néo-antisémitisme qui combine l'anticapitalisme le plus échevelé, un antisionisme radical et un antiaméricanisme sans nuances »*. Zaki est K.-O. Le verdict tombe dans *Libération* : *« Il s'est passé quelque chose hier matin, rue de Solférino, à Paris : un intellectuel a franchi les grilles du siège du PS vers 8 h 30. »* C'est le Caniche moustachu Wieviorka, *« ravi d'avoir exposé ses convictions sur la nécessité de "réinventer un modèle politique, social et culturel" »* (2.10.03). Le vainqueur obtient en prime la codirection avec Martine Aubry d'une collection d'ouvrages aux éditions de l'Aube qui, ô trahison, éditaient Zaki. Livide, le Demi-cervelet jure dans un ultime déhanchement que *« les choses sont plus complexes »* (Le *Figaro*, 10.11.03). Rien n'y fait : le « philosophe » Marcel Gauchet – pas Zaki – sera le prochain « expert » consulté par les huiles du PS. Zaki, qui a perdu une bataille, promet que ce maudit caniche moustachu sera tondu. Il se replie alors sur sa base arrière, un club de « réflexion » créé en 2000 par d'anciens membres de la Fondation Saint-Simon[4]. Son nom : « En temps réel ». Son but, résumé par *Le Point* : *« alimenter en idées novatrices un "parti de la réforme", dont les contours sont encore flous, mais qui pourrait bien englober un Parti socialiste modernisé et l'UDF de François Bayrou*[5] *»*. Il s'agit plus simplement d'importer le blairisme en France. La plupart des chefs d'En temps réel sont d'anciens hauts fonctionnaires désormais engraissés par le privé, à l'image du président de la secte, Gilles de Margerie, ex-conseiller de Michel Rocard devenu directeur financier du Crédit agricole ; de Bernard Spitz, ancien membre du cabinet Rocard promu directeur de la stratégie pour l'Europe chez Vivendi Universal ; ou encore de Stéphane Boujnah, ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn devenu patron de start-up. En temps réel abrite aussi Denis Olivennes, ex-trotskiste, ex-directeur général de Canal Plus (Vivendi), devenu l'homme de main de François Pinault qui lui a confié la direction de la FNAC. À la Fondation Saint-Simon, Olivennes avait théorisé *« la préférence française pour le chômage »* (1994) imputable selon lui à des salaires et à une protection sociale trop élevés. Évincé de la direction générale de Canal Plus en avril 2002 à cause de sa médiocrité professionnelle, Olivennes a empoché 3,2 millions d'euros d'indemnités. Aussi grassement rétribuée, la préférence française pour l'incompétence ne l'a pas révolté.

1 Lire l'entretien exclusif accordé par le célèbre linguiste américain à *PLPL*, numéro zéro, juin 2000.

2 *Libération*, 17.7.03. Le bourdonnement « complexe » de Zaki Laïdi a été disséqué dans le dossier historique de *PLPL* « Les décerveleurs », n° 10, juin-août 2002.

3 Le Caniche moustachu Wieviorka se dit « sociologue ». Ses aventures sont détaillées dans la rubrique « Sociologue de service » de « L'annuaire de la corruption intellectuelle » publié par *PLPL* n° 17, novembre 2003.

4 La création de la Fondation Saint-Simon en décembre 1982 par Pierre Rosanvallon, François Furet, Alain Minc et Roger Fauroux était passée presque inaperçue. Dix-sept ans plus tard, sa dissolution éclate comme un coup de tonnerre médiatique. Entre-temps, ce club d'intellectuels à gages (Daniel Cohen, Jean-Claude Casannova, Marcel Gauchet, Pierre Nora...), de patrons (Jean Peyrelevade, Jérôme Monod, Antoine Riboud...), de journalistes (Jean Daniel, Jacques Julliard, Jean-Claude Guillebaud, Serge July, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Laurent Mouchard-Joffrin) et de hauts fonctionnaires a vu son rêve devenir réalité : les socialistes français parlent comme Margaret Thatcher. Lire le dossier de *PLPL* n° 8, « La gauche qui capitule » et notre « Annuaire des intellectuels à gages » publié dans les numéros 16 et 17.

5 *Le Point*, 1.11.02.

LES OURS SAVANTS

Tous sont persuadés d'une chose : *« Si le PS tombe à gauche, il est dans l'opposition pour un bon moment. Il doit accepter l'économie de marché*[6] *»*. Tomber à gauche, la menace semble conjurée ; accepter l'économie de marché, c'est fait depuis longtemps. La supériorité théorique d'En temps réel réside dans une audacieuse synthèse des positions zakistes et wieviorkistes : le PS est prié de *« se rallier au principe de réalité »* plutôt que de céder aux *« tentations simplificatrices »*, étant entendu que *« la gauche parviendra mieux à se trouver une identité en assumant son ancrage dans une société libérale*[7] *»*. Cette coulée d'intelligence a séduit Laurent Mouchard-Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, qui compte au nombre des membres fondateurs d'En temps réel, et (avec Olivennes) du Club Danton[8]. Avide de reconnaissance, Mouchard tient sa revanche : dans les années 1980, la Fondation Saint-Simon l'avait relégué cinq ans durant au rang de stagiaire avant de l'admettre à table en 1988. Cette fois, Mouchard peut s'asseoir sans délai au premier rang des séminaires d'En temps réel : « réforme de l'État », « refondation sociale », « gouvernance mondiale », et apaiser ses angoisses grâce à l'atelier « Comment sauver les marchés financiers ? » (30.6.03). Joffrin se remplit aussi le cerveau lors des *« séances de débat »* avec les penseurs du socialisme contemporain : Pascal Lamy, Luc Ferry, François Chérèque, mais aussi Peter Mandelson, l'ancien ministre de Tony Blair, celui qui se félicitait en 1997 de la transformation du travaillisme en un *« parti du marché capitaliste*[9] *»*.

L'activité principale d'En temps réel consiste à bâcler de petites « notes » blairistes qui seront ensuite ventilées par les médias (qui mentent). Ces brochures, aussi creuses que les pages « Débats » du *Monde* et de *Libération*, ont les mêmes auteurs : Zaki, Pascal Lamy, Monique Canto-Sperber. En temps réel se contente parfois de traduire des manifestes blairistes pondus par Peter Mandelson et par son club post-thatchérien Policy Network[10]. Ou par Tony lui-même. Après avoir salué le *« courage personnel »* de Jean-Pierre Raffarin pour sa « réforme » des retraites le 12 juin 2003, le Premier ministre britannique gratifie la secte zakiste d'un opuscule titré *Comment réformer les services publics* (juin 2003). Les Britanniques qui, faute de lits dans les hôpitaux réformés par Blair, viennent faire soigner en France leurs moignons occasionnés par les accidents de chemins de fer privatisés par Thatcher, connaissent la réponse : en les vendant à des multinationales.

Grâce à la fascination qu'éprouvent Jean-Michel Helvig, Nicolas Weill et Laurent Joffrin pour Zaki Laïdi, les caquètements de la volaille blairiste trouvent dans la basse-cour du PPA un amplificateur surpuissant. Qu'il salue un *« livre tonique »* du Demi-cervelet, qu'il fasse publier un entretien avec son auteur[11], ou qu'il accorde une tribune à En Temps réel, Helvig ne rate jamais une occasion de glorifier la fondation. Alors même que les brochures d'En temps réel ne sont pas distribuées en librairie, la parution d'une note sur *« l'exception culturelle »* est saluée à la rubrique « Livre » des pages « Rebonds » de *Libération*. Les conclavistes d'En temps réel y ont colonnes ouvertes pour stigmatiser les services publics, *« la dernière poche d'immobilisme »*, ou déplorer *« la représentation traditionnelle de la société en grandes classes sociales antagonistes »* qui impose, *« en matière de progrès social, des politiques du "grand nombre"* [...] *Or la complexité des sociétés marchandes modernes rend cet exercice vain »* (*Libération*, 31.8.02). Plus judicieuse serait l'idée de conduire des politiques « du petit nombre » destinées à enrichir davantage les dirigeants de la FNAC, du Crédit agricole, de Vivendi...

En temps réel s'affale aussi dans les pages du *QVM* comme dans une chaise longue. C'est Nicolas Weill, lauréat de la 10e Laisse d'or de *PLPL*, qui invite. S'il juge salutaire le travail d'En temps réel dans la mesure où, selon lui, *« les "réformistes" manquaient singulièrement de voix dans le monde des clubs de réflexion et des laboratoires d'idées »*, le balladurien Weill redoute un peu l'extrémisme de la congrégation zakiste. *« En Temps réel*, soupire-t-il, *se situe un peu plus à gauche que la Fondation Saint-Simon*[12] *»*. Mais, pluralisme oblige, Weill surmonte ses préventions. Le *QVM* n'a-t-il pas défini la « troisième voie » blairiste comme l'*« exception à la misère idéologique* [...], *la seule touche d'audace apparue ces dernières années*[13] *»* en Europe ?

Après Helvig et Weill, la troisième voix médiatique d'En temps réel se nomme Mouchard-Joffrin. Quel hebdomadaire présente sous le titre « Contre l'archaïsme, la réforme » un *« texte tiré d'une note plus développée que publiera En temps réel »* ? *Le Nouvel Observateur* (29.8.02). Quel magazine publie le pamphlet anti-fonctionnaires de Blair, *« un document inédit en France qui paraîtra dans le prochain cahier d'En temps réel »* ? *Le Nouvel Observateur* (12.6.03). Quel journal enquête sur la manière d'accoucher *« une gauche libérée de ses archaïsmes »* en posant les termes d'une alternative incandescente : *« le blairisme comme technique ou le blairisme comme méthode : pour un débat d'intellectuels, qui dit mieux ? »* ? Toujours *Le Nouvel Observateur* (12.9.02). Et qui dirige la rédaction du *Nouvel Observateur*[14] ? Laurent Mouchard ! Mais curieusement, le nom de ce fervent prélat d'En temps réel n'apparaît jamais.

« LE BLAIRISME COMME TECHNIQUE OU LE BLAIRISME COMME MÉTHODE : POUR UN DÉBAT D'INTELLECTUELS, QUI DIT MIEUX ? » (LE NOUVEL OBSERVATEUR)

Les services commerciaux du *Nouvel Observateur* craignent en effet une vague de désabonnements si le lectorat enseignant de l'hebdomadaire venait à apprendre les circonstances de la conversion blairiste de Mouchard. *PLPL* peu aujourd'hui le révéler : c'est un éditorial du *Wall Street Journal Europe* du 8-9 juin 2001 qui aurait provoqué l'électrochoc. Et plus précisément cet échange avec un journaliste de la BBC, reproduit tel quel par le quotidien d'affaires américain :

***M. Paxman (BBC)** : Pensez-vous qu'une entreprise puisse gagner trop d'argent ?*

***M. Blair** : Je ne crois pas que si elles opèrent dans un marché concurrentiel, ce soit le travail de l'État d'intervenir et de dire à une entreprise : « Vous gagnez trop d'argent. »*

***M. Paxman** : Croyez-vous qu'un individu puisse gagner trop d'argent ?*

***M. Blair** : Non, ce n'est pas ma façon de voir les choses. Vous voulez dire : limiter les revenus de quelqu'un ? Non, vraiment non. Pour quoi faire ? Vous pouvez passer votre vie à empêcher de gagner de l'argent ceux qui gagnent le plus et, dans le marché international d'aujourd'hui, vous les faites fuir à l'étranger.*

***M. Paxman** : Mais où est la justice si on impose au même taux quelqu'un qui gagne 34 000 livres (environ 50 000 euros) et quelqu'un qui gagne 34 millions de livres ?*

***M. Blair** : Mais la personne qui gagne 34 millions paiera beaucoup plus d'impôts que celle qui gagne 34 000 livres... Le taux est moins important en la matière que le montant que les gens acquittent.*

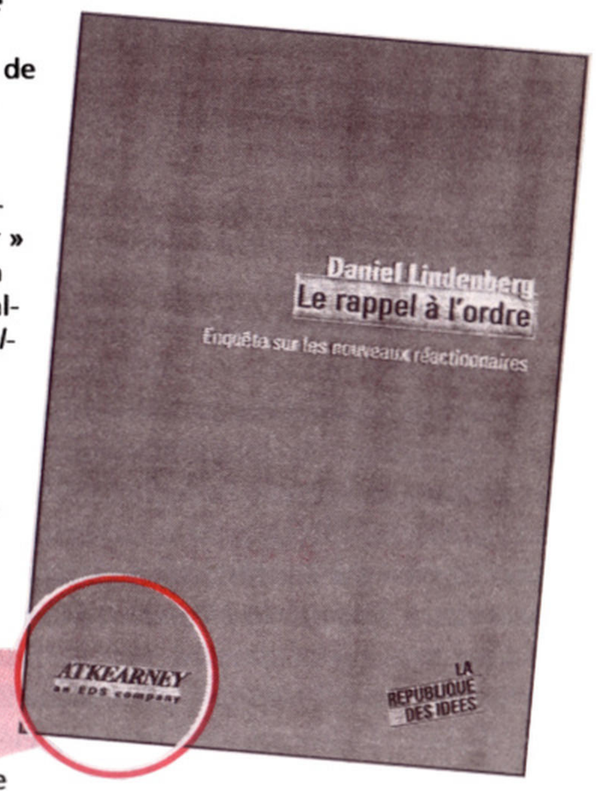
Le glapissement barbichu de Mouchard aurait fendillé la coupe de champagne qu'il tenait entre les mains. Blair lui rappelait sa jeunesse, c'est-à-dire l'époque où, travaillant avec July à *Libération*, il plastronnait : *« On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche*[15] *! »* Au demeurant, Blair n'a cessé de courtiser les patrons de presse : *« Il vous faut comprendre que la seule chose qui compte dans cette campagne, c'est les médias, les médias, les médias ! »* hurlait-il à son état-major en 1994[16].

Le marcel-gauchisme

Il ne suffit pas qu'un Caniche moustachu ou un Demi-cervelet grognent contre la radicalité pour en ruiner le crédit. D'autres héros de la modération doivent émerger. La moindre brochure publiée par un intel-

« La République des idées » patronales

En novembre 2002, le livre bâclé de Daniel Lindenberg *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires* bénéficie d'une promotion médiatique hors du commun. Voici d'abord le Roi du téléachat Edwy Plenel léchant l'arrière-train de Lindenberg sur LCI : *« un livre qu'il faut lire d'urgence. Qui ne plaît pas à certains, mais qui m'a beaucoup plu »* (16.11.02). Voilà ensuite *Le Monde* consacrant pour la première fois de son histoire sa une, deux pleines pages et une partie de son supplément « Livres » à la parution du textulet anodin de 94 pages (22.11.02). Un « débat » médiatique est lancé.
Le Rappel à l'ordre est publié au Seuil, dans la collection « La République des idées » fondée par Pierre Rosanvallon. Ancien « penseur » de la CFDT, ex-chroniqueur à *Libération*, fondateur de la Fondation Saint-Simon et désormais professeur au Collège de France, Rosanvallon entend mener à terme un projet original : la *« refondation intellectuelle d'une gauche réformiste »* (*QVM*, 22.11.02).
Refondation intellectuelle, certes, mais d'où viennent les euros ? Une enquête conduite par *PLPL* montre qu'au moins une compagnie privée, et pas la moindre, a épaulé la collection « La République des idées » : A. T. Kearney, un cabinet de conseil en stratégie et réorganisation d'entreprises, connu pour la férocité des plans sociaux qu'il inflige aux salariés (voir document ci-contre). Sans doute l'entreprise souhaitait-elle distribuer *Les nouveaux réactionnaires* à ses cadres comme cadeau de Noël.... Aucun journaliste, fût-il moustachu et féru d'investigation, n'a publié cette information. Elle pourrait bien valoir à notre journal le très prestigieux « prix *PLPL* du journalisme ».



PLPL s'est procuré un exemplaire du *Rappel à l'ordre* issu d'un tirage limité réservé aux amis de Pierre Rosanvallon. Il est estampillé A. T. Kearney.

DU SOCIAL-LIBÉRALISME

lectuel anti-marxiste mais affichant des sympathies *« à gauche »* sera donc aussitôt saluée par l'ensemble du PPA. En juin 2003, la « philosophe » Monique Canto-Sperber expose partout le résultat de ses recherches : *« ramener le socialisme à sa voie libérale »*. Elle est assaillie par les journalistes [17]. À l'automne, l'inondation de salive admirative manque d'emporter le « philosophe » Marcel Gauchet. Gauchet, qui venait de publier un petit livre d'entretiens bâclé entre deux cocktails, codirige la revue *Le Débat*, où depuis près d'un quart de siècle s'épanouit la pensée gluante de la gauche molle. Il est le chouchou du *Monde*, sa *« référence centrale »* (*QVM*, 22.11.02), un invité choyé du Roi du téléachat, qui lui aussi déteste la « radicalité » depuis son transfert de la LCR à la LCI [18].

Le 2 octobre 2003, Marcel Gauchet étale dans *Libération* son raisonnement cristallin : *« Depuis près de cinquante ans les socialistes hésitent à abandonner le marxisme. Bien sûr, aucun d'entre eux n'est encore marxiste. Mais ils sont toujours gouvernés par une sorte de surmoi marxiste qui les empêche d'évoluer et complique leur rapport au réel »*. (2.10.03) Quelques heures plus tard, le *QVM* des livres arrive en kiosques. Il contient un article à la gloire de Gauchet, cet *« esprit libre doublé d'un homme de gauche débarrassé des illusions de la radicalité critique »* (*Le Monde des livres*, 3.10.03).

Crassus [Serge July, PDG de *Libération*] a lui aussi abandonné les « illusions de la radicalité critique » en passant de *La Cause du peuple* à « La Télé de Christine » [Ockrent, sur France 3, le dimanche soir]. En réponse à l'article du *Monde*, il téléguide l'un des portraits les plus émerveillés que son quotidien ait jamais publiés [19] : *« Osons l'éloge. Marcel Gauchet est l'un des penseurs français les plus importants de sa génération [...], venu de l'ultra-gauche et qui se revendique toujours "socialiste", mais qui a pris en grippe "la connerie gauchiste". »* Et le journaliste conclut : *« Une bête rare, ce Marcel Gauchet : un maître de la pensée qui n'est pas un maître à penser »* (7.11.03).

Entre-temps, le marcel-gauchisme a réconcilié *Le Monde*, *L'Express* et *Le Point*. Dans *L'Express*, Éric Conan encense *« cet intellectuel atypique [...], cette bête de travail [...], cette œuvre pluridisciplinaire [...]. C'est le moment Gauchet »* (16.10.03). Dans *Le Point*, propriété de François Pinault, on louange *« un interlocuteur reconnu, recherché [...] ; ni maître à penser ni gourou visionnaire, son seul engagement se fait au profit de l'intelligence »* et surtout *« loin d'une radicalité qui est devenue l'autre visage du conformisme et le prétexte de l'impuissance »* (24.10.03). Juste avant de devenir ministre, Luc Ferry avait déjà sorti sa grande langue pour lécher Gauchet dans son ultime chronique du *Point* (12.4.02). Concurrence oblige, *Le Nouvel Observateur* n'eut plus alors qu'à saluer les *« réflexions passionnantes »* de cette *« voix très écoutée en France »* puisqu'*« en rupture avec l'imaginaire de la radicalité subversive »* (6.11.03). Pour boucler le cercle du pluralisme, *Le Figaro* décerna à cet affidé des médias (qui mentent) le titre inattendu de *« vivante antithèse »* des *« intellectuels médiatiques »* (4.12.03).

Dix-neuf années plus tôt, Alain Minc n'avait pas encore été condamné pour plagiat (servile). Au lieu de copier les modes, il les lançait : *« Le marché redevient un objet de philosophie politique et une manière de penser le lien social. Jean-François Bizot ou Serge July ont leur pendant intellectuel en Pierre Rosanvallon, Marcel Gauchet ou Bernard Manin ; les premiers ont découvert les charmes libertaires du marché, les seconds en font un instrument pour penser le monde* [20]. »

La filière DSK

Dominique Strauss-Kahn s'angoisse. Son ambition présidentielle exige qu'il se crée un espace politique entre Laurent Fabius et Francis Mer. C'est encore moins facile que de glisser un cheveu dans la sous-ventrière de Triple-Crème. En temps réel travaillant pour Fabius, dont Denis Olivennes est le confident, DSK décide en en juin 2000 de coloniser la vénérable Fondation Jean-Jaurès, qui végétait depuis 1992 sous la présidence de Pierre Mauroy. Pauvre Jaurès ! Socialiste, marxiste, le fondateur de *L'Humanité* luttait pour l'émancipation de la classe ouvrière et n'écartait pas la possibilité de *« recourir à la violence insurrectionnelle »*. DSK, lui, juge que *« du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'Histoire, mais ses irruptions s'y manifestent parfois dans la violence* [21] *»*. Pour calmer ce peuple tumultueux, DSK recrute à la Fondation Jean-Jaurès plusieurs spécialistes : Zaki Laïdi (qui y recycle ses « notes » d'En temps réel), Pascal Lamy, mais aussi Jean Peyrelevade. Directeur adjoint de cabinet de Pierre Mauroy entre 1981 et 1983, PDG du Crédit lyonnais jusqu'en 2003, Peyrelevade est aujourd'hui cahoté par les vagues californiennes de l'affaire Executive Life. Toujours encarté au Parti socialiste, le banquier est fier de l'œuvre accomplie : *« La gauche a gouverné pendant vingt ans d'affilée, et ses idées d'origine, son fond de pensée ont été balayés, totalement. Elle a perdu 100 % de sa pensée économique* [22]. *»* DSK lui demande donc de prendre la direction d'un groupe de travail à la Fondation Jean-Jaurès sur « Le rôle de la puissance publique ». Peyrelevade accepte incontinent : *« La disparition de la Fondation Sant-Simon m'a laissé frustré* [23] *»*, explique-t-il. En octobre 2001, il signe la pétition d'un lobby patronal, l'AFEP, contre la « loi de modernisation sociale » votée par la « gauche plurielle » afin de rendre moins lucratifs les licenciements collectifs. Instruit par son ami, DSK admettra que ce texte constituait un crime contre les marchés...

Si la Fondation Jean-Jaurès s'abreuve dans les eaux usées du blairisme, elle reluque aussi les décharges du Rhin, là où Gerhard Schröder piétine les ruines de l'État social avec ses amis Verts, dont Cohn-Bendit. Cette marque de « courage » socialiste enchante DSK et donne lieu à une note de sa fondation (G. Schröder, *Mes convictions*, 2002). Mais le mari d'Anne Sinclair demeure insatisfait. Un souvenir délicieux le hante, qu'il veut revivre. Celui du correspondant de l'agence Bloomberg à Paris saluant dans les colonnes de l'*International Herald Tribune* l'arrivée de DSK au ministère des Finances du gouvernement Jospin : *« Les marchés financiers sont optimistes. La désignation de M. Strauss-Kahn* [à Bercy] *a fait bondir le cours des actions et des obligations. Le marché est enchanté que les cordons de la bourse soient tenus par un économiste décrit par les experts comme le membre le plus conservateur du Parti socialiste. "Lui, c'est un libéral de cœur", nous a confié Robert Boulil, analyste financier à la Banque Wargny »* (9.6.97).

Pour « enchanter » Bloomberg, DSK a mis sur pied un nouveau *think tank*, adossé à la Fondation Jean-Jaurès. En décembre 2003, une sélection de célébrités « de gauche » qui adorent les euros a donc reçu une lettre de l'association À gauche, en Europe. *PLPL* s'en est procuré le texte :

> *Chère amie, cher ami,*
>
> *Nous t'écrivons pour te proposer de rejoindre « À gauche, en Europe ».*
> *« À gauche, en Europe » est un club de réflexion politique dont la finalité est la refondation intellectuelle de la social-démocratie, en France et en Europe.* [...] *Le comité scientifique du club* [...] *réunit des personnalités politiques, des leaders de la social-démocratie européenne, des intellectuels et des membres de la société civile.* [...]
>
> *Très cordialement,*
>
> *Dominique Strauss-Kahn (Cofondateur), Michel Rocard (Cofondateur), Pierre Moscovici (Président)*

Pour « refonder intellectuellement » la social-démocratie, DSK a mobilisé deux héros prolétariens. Il y a deux ans, Pierre Moscovici avait accueilli la reconduite de Blair au pouvoir par un hurlement de joie qui déchira les tympans des millions de travailleurs pauvres britanniques : *« Quel triomphe !* [...] *Cette victoire est une excellente nouvelle pour la gauche et pour l'Europe* [24] *»*. Michel Rocard, lui, avait défini l'objectif du gouvernement Jospin en ces termes : *« Le projet historique est de promouvoir la libre entreprise »* (*Newsweek*, 16.6.97). Rocard est parvenu à ses fins puisqu'il conseille à présent Terra Firma Capital Partners, un fonds de placement britannique, et, simultanément, dirige Afrique initiatives, une entreprise de capital-risque domiciliée à Bruxelles dont les actionnaires sont Vivendi, Accor, Renault, Totalfina-Elf, Pinault, Bolloré, etc. [25]

DSK : À la santé de Jaurès !

Le « comité scientifique » d'À gauche, en Europe offre à *PLPL* l'occasion de clore en beauté sa trilogie de la corruption intellectuelle. On y retrouve des sociologues de service (Alain Touraine), des économistes à gages (Thomas Piketty, Daniel Cohen), la philosophie libérale (Monique Canto-Sperber), les responsables de la Fondation Jean-Jaurès, le praesidium d'En temps réel (Zaki Laïdi, Gilles de Margerie), le blairiste Peter Mandelson, l'animateur de la revue *Esprit* Olivier Mongin, Pascal Lamy. Sans oublier le conseiller de Total en Birmanie, Bernard Kouchner. Tous les conseillers de la gauche enfin rassemblés dans la même termitière ? Feu ! Feu ! Feu !

6 Un membre d'En temps réel cité par *Le Point*, 1.11.02.

7 *In* En temps réel, « 2002 : le parti de la réforme est mort, vive la réforme », août 2002, p. 31, 57, 60.

8 Le club Danton est une *« agora sélecte »* créée par Mouchard, Patrick Weil et Denis Olivennes. Entouré d'une quarantaine de convives (dont, paraît-il, Philippe Val), le trio se réunit chez Mouchard autour d'un *« buffet exotique (chinois ou suédois), idéal pour les conversations individuelles »* dans l'espoir de refonder la gauche en auditionnant *« Hollande, Chevènement, Sarkozy, Notat, Cohn-Bendit, Malek Boutih, Kessler »* (*Paris Obs*, 3.12.03).

9 *Washington Post*, 21.12.97.

10 Qui rassemble Delors, Dominique Strauss-Kahn, Peter Mandelson et Bill Clinton.

11 Respectivement *Libération* des 4.12.03 et 30.11.03.

12 « En temps réel se veut un cercle "réformiste critique" », *QVM*, 25.11.01.

13 Daniel Vernet, *Le Monde*, 26-27.5.02. Dans son édition du 28.10.03, le *QVM* offrait un nouvel article promotionnel à une brochure d'En temps réel.

14 Un indice : il ment.

15 France 2, 2.6.93.

16 John Rentoul, *Tony Blair, Prime Minister*, London, Warner Book, 2001, p. 146 et 230. Lire aussi « Quand Blair s'est vendu à Murdoch », *PLPL* n° 17, novembre 2003.

17 *Les Échos*, 3.7.03. Voir aussi *Libération* (21.6.03) et le portrait dégoulinant que lui consacre le *QVM* du 18.11.03. Canto-Sperber est également conseillère de la chaîne parlementaire présidée par Jean-Pierre Elkabbach.

18 Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, anime aussi une émission de téléachat sur LCI, d'où son titre. Le 26.10.03, il recevait Marcel Gauchet.

19 Du moins depuis celui d'« Irène Zoppi, 35 ans, américaine d'origine portoricaine, elle fait partie des réservistes prêts à en découdre avec l'ennemi » (2.10.01) et celui de « Stéphane, 30 ans, pilote de l'armée. Il a bombardé le Kosovo » (10.8.99).

20 Alain Minc, *L'Avenir en face*, Seuil, 1984, p. 213. Jean-François Bizot, fondateur d'Actuel en 1969, a été sacré « Nullité de l'année 2003 » par un jury sardon pour son livre *Un moment de faiblesse* (Grasset), qui raconte par le menu ses récents problèmes de vessie. Bernard Manin est un auteur libéral. Lecteur attentif des éditos de Philippe Val, il aurait beaucoup apprécié celui dans lequel le dictateur de presse écrivait « *Il n'y a pas de démocratie sans marché* ».

21 DSK, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, 2002, p. 51.

22 Vincent Giret, Bernard Pellegrin, *Vingt ans de pouvoir*, 1981-2000, Seuil, 2001, p. 61

23 *Libération*, 22.1.01.

24 *Financial Times*, 12.6.01.

25 Voir le site www.afrique-initiatives.com et la déclaration des intérêts financiers du député européen Rocard sur le site www.europarl.eu.int/whoswho.

PLPL présente Alerte rouge

MÉTÉO PA

Le Produit Presse Pathétique (PPP) est au Parti de la presse et de l'argent (PPA) ce que l'adjectif « socialiste » est au PS : un ornement qui camoufle le vide. Les PPP, dont la durée de vie ne dépasse pas quelques jours, doivent être continuellement renouvelés.
Les phénomènes météorologiques constituent un excellent vivier à PPP, notamment depuis les inondations de Vaison-la-Romaine en septembre 1992 et plus encore depuis la tempête de décembre 1999. Le spectacle de la désolation se vend bien.
Le 2 décembre 2003, de nouvelles inondations dans le Midi de la France déclenchent la mobilisation unanime des rédactions. L'alerte rouge lancée par Météo France déplace aussitôt des meutes de journalistes sur le « théâtre » de la catastrophe.
À la télévision, la pêche se révèle miraculeuse : du 2 au 4 décembre 2003, TF1, France 2 et France 3 consacrent aux intempéries près de la moitié de leurs journaux de 13 heures et 20 heures : 198 reportages sur un total de 405, soit 7 h 04'12" d'inondations sur 14 h 39' 22" « d'information ». Le pic est atteint le 3 décembre avec une coulée de 65 sujets boueux sur un total de 105 reportages diffusés dans les JT des trois chaînes (2 h 21' 36" d'eau sur 3 h 42' 23" « d'info »). Ce jour-là, près des deux tiers des JT sont ainsi dévolus aux inondations – le « 12–14 » de France 3 y sacrifiant même 70 % de son édition.
Dans le même temps, des événements sans importance sont passés à la trappe ou traités à la va-vite : débat parlementaire sur le projet de loi de privatisation de France Télécom, résultat des élections professionnelles à EDF-GDF, lecture à l'Assemblée Nationale de la loi Perben sur la grande criminalité, manifestations étudiantes en France, grève des enseignants algériens, manifestations en Côte d'Ivoire, comparution d'une militante CGT devant le tribunal de Montbéliard pour « *agression sonore* » contre un fonctionnaire de police, procès de François Léotard et Renaud Donnadieu de Vabres pour blanchiment d'argent, affaire Executive Life, etc.
Mais les téléspectateurs auraient tort de se plaindre. Servie par un journalisme rigoureux, inventif et même audacieux, la couverture médiatique de ces intempéries restera gravée dans les mémoires comme l'épopée audiovisuelle du XXIe siècle. *PLPL* en retrace les « moments forts »...

MARDI 2 DÉCEMBRE 2003, 20 H

Ce soir-là, David Pujadas et Patrick Poivre d'Arvor ont plus que jamais conscience de l'importance de leur rôle. L'heure est grave. Aux commandes des deux plus importants JT du pays, ils affrontent le courroux des éléments.

« On commence bien sûr avec le retour des inondations. Un retour brutal. L'alerte avait bien été donnée. Mais cela n'a pas suffi. »

« La situation est très sér préoccupante. Il y a déjà de

Sans mesurer leurs efforts, Patrick et David recueillent ces précieuses informations qui font de notre pays un modèle de démocratie envié par le reste de la planète.

« Mais pendant une heure et demi, nous avons eu une forte averse qui a un petit peu ravivé l'inquiétude des Marseillais. »

« Bonsoir Nathalie ! On a le sentiment Nathalie, que la France est... »

MERCREDI 3 DÉCEMBRE 2003, 13 H

Le lendemain, à 13h, Daniel Bilallian et Jean-Pierre Pernaut, deux génies de l'information, prennent le relais.

Ce jour-là, France 2 et TF1 ont choisi de braquer les pr Montpellier. Il faut dire que la ville a été arrosée par u

« Des pluies diluviennes et beaucoup de vent ce matin dans l'Hérault où une alerte rouge a été déclenchée autour de Montpellier ! ! ! Mesdames et messieurs bonjour ! »

« Nos envoyés sp et nous allons vo détail de ces évé

« Eh oui Jean-Pierre puisque nous somme en alerte rouge, ce qui est exceptionnel ici. »

Pendant ce temps, Daniel relance avec tact une reporter empêtrée sur le terrain. Une véritable leçon de journalisme.

« Alors justement Christelle, sur le département de l'Hérault on est très inquiet pour cet après-midi : la pluie que l'on constate sous votre parapluie... »

« ...et puis un vent qui va s peut-être sous forme de tempê dit-on ? »

Cette crache sale

ARTOUT

INFO NULLE PART

ieuse et très
s victimes. »

David, bien connu dans la profession pour l'étendue de sa réflexion, a longuement préparé son dossier.

« Bonsoir Stéphane. Question simple : est-ce que la pluie s'est arrêtée ce soir ?»

Patrick, lui, n'emprunte pas ces chemins escarpés. Son style est direct ; ses questions incisives.

« Pour demain Evelyne Délia, qu'est-ce qu'il va nous arriver ?»

Et pendant que Stéphane fait part de son formidable travail d'investigation…

« Eh bien écoutez, elle s'est arrêtée, oui… il y a environ une dizaine de minutes. »

Evelyne délivre un savoir accumulé durant ses longues années d'expertise.

« Alors il va continuer à pleuvoir non seulement cette nuit mais aussi demain. »

Mon Dieu, qu'il a l'air bête…

« …de plus en plus frappée par les intempéries ? »

« Alors ce qu'il faut savoir, c'est que c'est un phénomène qui est classique en cette période de l'année. »

Et quand sonne l'heure de la fin du journal, c'est avec sobriété et humilité que David et Patrick tirent leur révérence, tout simplement satisfaits du devoir accompli.

« Merci Nathalie »

« Merci beaucoup Evelyne. Voilà c'est la fin de cette édition. Dans un instant une soirée Johnny que vous présentera Jean-Pierre Foucault. Excellente soirée à tous ! »

jecteurs sur
gros orage.

ciaux sont sur place
us rendre compte en
ements. »

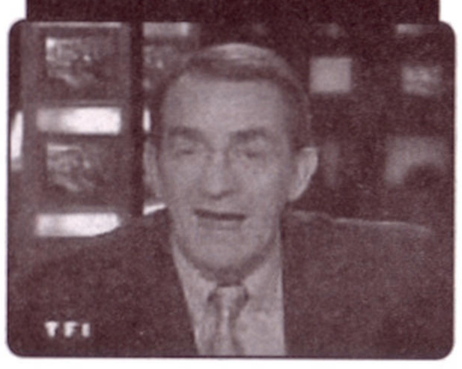
Un tel événement requérait la présence de reporters intrépides. Daniel, comme à son habitude, privilégie le détail.

« Christelle, vous êtes donc en direct avec nous. Vous êtes à proximité de Montpellier. Ce matin vous étiez parti d'Orange avec bien des difficultés. »

« Ben, lorsque nous sommes partis d'Orange ce matin le ciel était dégagé, il ne pleuvait plus et à certains endroits même l'eau commençait à baisser. »

Traître !!! Licenciée sur le champ !

Jean-Pierre, lui, a le souci permanent de la proximité et tisse avec ses reporters des liens très forts.



« On va retourner dans le département de l'Hérault où Météo France a déclenché une alerte rouge, c'est rarissime. C'est dire l'importance des intempéries qu'on y attend encore dans l'après-midi. On va retrouver Jean-François Garcia en direct. Je suppose que les autorités demandent aux gens de ne pas trop sortir ou de limiter leurs déplacements, Jean-François ?»

is-ci tu vas
le morceau,
égétiste !!

lever
e nous

« Ici, il tombe des trombes d'eau depuis une demi-heure et effectivement le vent s'est levé. On essuie des bourrasques assez fortes… »

Sur TF1, malgrès les conditions extrêmes, Jean-François conserve le sens de l'exactitude qui signe la marque des grands professionnels.

« C'est à partir de 10 h ce matin que l'orage s'est déclenché. Il a duré à peine une heure. »

« Merci Christelle. Bonne journée et bon courage surtout ! »

« Merci Jean-François, d'autant plus qu'on attend aussi en plus de ces pluies diluviennes, des rafales de vent jusqu'à 140km/h ».

LES HISTORIENS DU PPA

Ils fabriquent et médiatisent une histoire qui, susurrant qu'on n'est jamais à l'abri d'une dictature, assimile la moindre contestation du capitalisme au totalitarisme stalinien ou au nazisme.

Comment entériner l'idée que la domination du Parti de la presse et de l'argent (PPA) est naturelle, éternelle, et que ses opposants sont potentiellement fascistes ? En occultant l'histoire, qui démontre le contraire. Déformer le passé pour assurer l'avenir des maîtres du présent, tel est le rôle des historiens de service.

Les uns, naguère professeurs, se sont défroqués pour rejoindre le camp de la presse (qui ment) : au *Nouvel Observateur* (Jacques Julliard et, jusqu'en 1997, François Furet), à *Courrier International* et sur France 5 (Alexandre Adler, alias Triple-Crème), au *Figaro* (Annie Kriegel)… Les autres ont pour fonction de combler les lacunes des journalistes analphabètes : Alain Besançon (*Le Monde* ou *QVM*), Mona Ozouf (*Le Nouvel Observateur*), Hélène Carrère d'Encausse et Alain-Gérard Slama (*Le Figaro*), Max Gallo (muni d'une carte d'accès illimité à toutes les tribunes), sans oublier Pierre Rosanvallon (la pouliche d'Edwy Plenel), Pierre Chaunu, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Nora (censeur d'Éric Hobsbawm)… Cette clique d'historiens dociles adore aussi la télévision, qui les lèche en retour. En particulier Arte, chaîne du socialiste mondain Jérôme Clément, dont BHL préside le conseil de surveillance. Comme l'admet Michel Winock (auteur, avec Jacques Julliard, d'un *Dictionnaire des intellectuels* dans lequel figure le modeste Jacques Julliard), *« le système d'échange est désormais le suivant : tu décores mon émission, et moi je te fais de la pub en diffusant ta tête et ton nom »* (*Esprit*, mars-avril 2000). Ex-stalinienne devenue amoureuse de Reagan et de la droite israélienne, feu l'historienne Annie Kriegel feignait pourtant le sacrifice : *« Écrire régulièrement au* Figaro *me donne sans doute une notoriété qui dépasse celle d'un professeur. Mais* […] *les désavantages financiers de ce statut sont fabuleux :* […] *Je n'ai ni bureau, ni secrétariat, ni voiture, ni billets d'avion, ni notes de frais !*[1] *»* Le goulag, en somme.

Dès que s'affiche sur leur portable dernier cri le prénom « Jean » (Daniel), « Franz-Olivier » (Giesbert), « Marc-O » (Fogiel) ou « Edwy » (Plenel, roi du téléachat), ces vénérables docteurs hululent de bonheur à l'idée de doper les ventes de leur dernier « livre ». Il y a près de vingt ans, l'historien Daniel Roche estimait qu'obtenir à tout prix un strapontin *« à* Apostrophes, *dans les colonnes de* Libération, *du* Figaro *et de l'*Observateur *»* condamnait le chercheur au *« choix des sujets au gré de la demande et non pas du problème scientifique, à la rapidité du travail sans recours aux sources primaires, à la présentation tronquée des résultats*[2] *»*. La nullité des historiens du PPA se décline toujours sur le même registre idéologique : escamoter les luttes sociales, dépolitiser la domination capitaliste. *« L'utopie, terre sans histoire, est un monde archaïque »*, feule la « spécialiste » de la Révolution française Mona Ozouf. Avant d'ajouter, un petit-four à la main : *« On doit vivre dans un monde désordonné, foisonnant d'inégalités*[3]*. »* Jacques Julliard, ancien apologue du syndicalisme révolutionnaire converti au nicole-notisme, s'est résigné à ce monde cruel : *« En période non révolutionnaire, un révolutionnaire est un conservateur*, bave-t-il. *C'est tout !*[4] *»* Pas de révolutionnaires, pas de révolution. Et donc pas de menace sur les cocktails mondains du *Nouvel Observateur*.

Par une ruse de la raison moustachue, le décret de la fin de l'histoire fut signé par une poignée de staliniens relaps ou d'ex-trotskistes hissés aux avant-postes du PPA. La représentation médiatique de l'URSS et du communisme depuis trente ans en fournit un bon exemple. En 1974 paraît en France *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljenitsyne. Journalistes et essayistes s'indignent alors des camps soviétiques, dont chacun connaissait l'existence depuis le livre de Kravchenko *J'ai choisi la liberté* (1947), le procès qui s'ensuivit (1949) et le rapport Khrouchtchev devant le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956). Mais cette fois, le PPA tient l'occasion de mater ces chiens de communistes. Au *Nouvel Observateur*, Jean-François Josselin menace : *« le critiquer* [Soljenitsyne], *c'est presque avouer son stalinisme latent »* (*Le Nouvel Observateur*, 7.1.74). Dix-sept ans plus tard, c'est l'euphorie : le mur de Berlin s'effondre. Deux jours après l'éviction de Gorbatchev, le *QVM* prononce son panégyrique : *« Le monde, grâce à lui, s'est transfiguré. La guerre froide est finie, le communisme est mort, et la démocratie, en Europe et loin d'elle, a remporté des victoires décisives »* (27.12.91). La fête peut commencer : dans une décennie, Colombani gagnera 3 millions de francs par an.

Utopie = communisme = goulag ; PPAcratie = démocratie = bonheur, telles sont les nouvelles équations du « monde complexe » que les historiens de service vont vriller dans les cerveaux. Incapables d'en apporter la démonstration autrement qu'en pratiquant des amalgames de cour de récréation, ils compenseront leur médiocrité scientifique par la mise en scène de leur conversion. François Furet, ex-stalinien engagé à l'*Observateur* en 1958, a pris les devants. Dès 1978, il révise l'histoire de la Révolution française en affirmant que *« le goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans le projet*[5] *»*. Cette ineptie fait de lui le héros des journalistes. En 1995, Furet publie *Le Passé d'une illusion*, un livre qui réduit l'*« utopie communiste »* (dont il n'est pas spécialiste) à un rêve infantile et sanguinaire. Son diagnostic : *« La fin de l'URSS* […] *ruine, à l'échelle de l'univers cette fois, l'idée d'une société postcapitaliste »* (*Le Nouvel Observateur*, 16.3.95). Aussitôt couronné par trois prix, décernés entre autres par des journalistes aussi spécialistes de l'URSS qu'Alain Duhamel, Catherine Nay, Claude Imbert et Philippe Tesson, ce pamphlet est accueilli par *Le Monde* comme un *« chef-d'œuvre »*, un *« très grand livre sur cet astre mort »* (20.1.95). Les grands historiens Christine Ockrent et Serge July en recommandent la lecture dans leur duo télévisé de France 3. Furet est jugé *« en forme »* par *Le Point* (11.11.95), *« en hausse »* par *Le Nouvel Observateur*, où Furet est éditorialiste (5.12.95). L'historien « en forme » trépasse quelques mois plus tard au cours d'une partie de tennis, sans avoir pu profiter des fauteuils imperméabilisés de l'Académie française qui venait de l'élire.

Pressentant la partie fatale, Furet était passé au confessionnal de Jean Daniel pour piétiner son ancien engagement communiste : *« C'est une faute morale dont il faut se repentir »* (*Le Nouvel Observateur*, 2.3.95). De son côté, Max Gallo imputera le militantisme rouge de sa jeunesse à la bêtise et la naïveté du travailleur manuel qu'il fut : *« Contrairement à François Furet ou à Emmanuel Le Roy Ladurie, je ne suis pas entré au PC comme un fils de bourgeois qui a des complexes de classe* […] *mais comme un ouvrier qui subit une injustice ou pense en subir une. Dès que je suis devenu un intellectuel qui lit des livres, j'ai trouvé qu'il était idiot d'être communiste »* (*L'Histoire*, 12.01). Max (mé) Gallo enfile à présent des chemises Ralph Lauren après s'être levé à 4 heures du matin pour exécuter ses *« dix tractions quotidiennes sur sa barre d'exercice »* (www.maxgallo.com).

En novembre-décembre 1995, le PPA découvre que le diagnostic de Furet était prématuré : on se révolte encore. Jean-François Revel avait brillamment prophétisé (en 1983 !) la *« destruction de la démocratie par le communisme*[6] *»*. Il s'affole à nouveau : *« Le Mur est tombé à Berlin, mais pas dans les cerveaux »* (*Le Point*, 15.11.97). L'historien pro-américain Stéphane Courtois[7] se propose de rectifier les encéphalogrammes.

Maoïste repenti, Courtois dirige en 1997 *Le Livre noir du communisme* (vendu à 200 000 exemplaires en France, notamment dans les rassemblements du Front national). Sa thèse : les communistes étaient des nazis de gauche qui assassinaient les bourgeois, comme les SS exterminaient les Juifs. Alain Besançon, « de l'Institut » (la maison de retraite des penseurs du PPA), précise : *« Il y a un accord assez général, au moins entre les historiens membres de l'Institut, sur le degré de co-naturalité entre le communisme de type bolchevique et le national-socialisme »* (*QVM*, 22.10.97). Soulagement et cris de joie de Colombani : *« L'acquis et la force de l'anticommunisme sont là pour nous préserver de lendemains qui déchanteraient à nouveau »* (*QVM*, 5.12.97). Le dernier mouvement de cette symphonie de la désinformation est exécuté un an plus tard avec la publication posthume d'un livre d'entretiens entre François Furet et un historien allemand, Ernst Nolte. Ce dernier, totalement déconsidéré dans son pays, affirmait en 1986 que le nazisme n'avait été qu'une *« réaction défensive »* face au communisme. Un nouveau « débat » s'engage en France : *« Le nazisme est-il un fruit pourri du communisme ? »* (*Libération*, 8.10.98). Le tour est joué : attribuer par décret une origine communiste à toute mise en cause de l'ordre établi (Spartacus étant comme chacun sait l'héritier de Lénine) permet d'assimiler les actuels contestataires à de futurs bâtisseurs de camps.

Libération (9.9.00) a prévenu : non seulement certains *« cadavres »* du communisme bougent encore mais *« d'autres pourraient bien, un jour ou l'autre, ressusciter. D'où l'importance du diagnostic des médecins légistes »*.

L'histoire *made in* Mouchard

Le CSS [conseil scientifique sardon] a ausculté l'émission « historique » animée par Laurent Mouchard-Joffrin sur France 5 *Les Repères de l'Histoire**. Une fois encore, ses conclusions sont accablantes : si l'animateur raffole des histoires de fascistes, les luttes sociales qui survivent à son impitoyable sélection n'apparaissent que sous l'angle du « plus jamais ça ! ». Entre septembre 2002 et octobre 2003, *Les Repères de l'Histoire* a consacré 14 épisodes (sur 33 répertoriés !) à la Seconde Guerre mondiale, au fascisme ou à l'extrême droite. La mémoire des résistants est honorée dans ces programmes, mais les idées anticapitalistes qui animaient nombre d'entre eux brillent par leur absence : pas un épisode n'a été dévolu en totalité aux nationalisations de 44-46, ni à des événements aussi mineurs que les journées de juin 1848, la Commune de Paris, le mouvement syndical, la révolution russe de 1905, le spartakisme, les grèves anarcho-syndicalistes de 1919 en France, la Longue Marche chinoise, l'occupation des usines de Juin 36, la grève ouvrière de mai 68, etc. L'utopie d'une société sans classe est abordée deux fois… avec Staline et les Khmers rouges ! Si les mouvements populaires et l'histoire sociale sont réduits à l'état d'anecdotes, les lubies de Mouchard prennent en revanche une dimension cosmique : Napoléon, auquel Joffrin a consacré un ouvrage, a déjà fait l'objet de trois émissions !

* Étude réalisée à partir de la base de données de l'Inathèque de France, qui répertorie la plupart des émissions.

1 Marc Martin (dir.), *Histoire et médias, journalisme et journalistes français, 1950-1990*, Albin Michel, 1991. pp. 182-183.

2 Daniel Roche, *Vingtième Siècle*, n° 12, octobre 1986.

3 François Furet, *Un itinéraire intellectuel (1958-1997)*, préfacé par M. Ozouf, Fondation Saint-Simon/Calmann-Lévy, 1999, p. 24.

4 *Culture et dépendances*, France 3, 26.11.03

5 Cité par Steven Kaplan, *Adieu 89*, Fayard, 1993, p. 78.

6 Jean-François Revel, *Comment les démocraties finissent*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1983 (p. 499 du recueil de ses œuvres paru chez Laffont en 1986).

7 Le 25 mai 2002, il signera dans *Le Figaro*, avec le politologue de Sciences-Po Pascal Perrineau, un texte titré « Bienvenue au président Bush ! ».

BRÈVES MOUSTACHUES...

PLPL N° 18

CALVI MENT

Vitrine du savoir sur la chaîne éducative France 5, l'émission « C' dans l'air » s'intéressait le 29 octobre 2003 au thème « syndicats au bord de la crise ». Interrogeant un sondeur, le présentateur Yves Calvi pose l'une des questions qui fondent sa réputation de neutralité : « *Vous savez qu'il y a une perception – plus qu'une perception d'ailleurs – des grandes grèves dans ce pays qui est systématiquement la même, et qui est celle du rejet, qui est celle de dire : le front syndical, ça se termine avec des trains bloqués, des mômes qu'on peut pas déposer à l'école, bref toute une série de choses qui, on va dire, qui hérissent, et qui sont perçues comme insupportables...* »

PROMOTION « MÉNAGES » À FRANCE 3

Mi-janvier 2004, Gilles Leclerc est nommé « *responsable du service politique de la rédaction nationale de France 3* ». Cette promotion à d'autant moins enchanté les salariés de la chaîne publique que Gilles Leclerc, pilier de l'émission avilissante de Christine Ockrent (France-Europe Express), est réputé pour sa soumission à toutes les formes de pouvoir. En 1999, plusieurs motions de défiance des journalistes de France 3 lui avaient reproché ses « ménages » lucratifs au profit d'entreprises privées, mais aussi ses « collaborations extérieures » auprès de responsables politiques favorables au capitalisme. Sitôt acquise la nomination de Leclerc, le SNJ de l'Audiovisuel, le SNJ-CGT et la CFDT Radio Télé de France 3 ont réitéré leur condamnation des « ménages », une pratique qui, selon la CGT, « *gangrène notre rédaction puisqu'aucune sanction ne dissuade jamais leurs auteurs* ». La famille Ockrent (Christine est appelée la « Reine des ménages », Bernard se lance à son tour dans le conseil aux entreprises néocoloniales), n'est pas la seule coutumière du fait. Ramina, directeur du *Monde* et animateur d'une séance de *média training* pour Michel Noir au début des années 90, s'était déjà fait prendre la main dans la tirelire. Des « *comportements dégradants pour l'ensemble de la profession* », a tranché le SNJ-CGT (tract du 14.1.04).

LA PIE CHANTE TOUJOURS

Interrogée sur les incendies en Californie (France 5, 3.11.03), la Pie qui chante (sur toutes les chaînes), d'Europe 1 à France Inter, en passant par LCI, Nicole Bacharan a confirmé sa prodigieuse expertise des États-Unis (lire *PLPL* n° 7) :

– *Nicole Bacharan, la plupart des maisons de la région sont en bois. Je crois que c'est important de le rappeler...*

– *Oui, bien sûr, parce que ça brûle extrêmement vite.* [...] *Moi, quand je vivais au Texas, dans un quartier résidentiel, j'étais à l'abri des feux. Mais les consignes étaient claires : si votre maison prend feu, vous vous sauvez.*

INFORMATION IMPERTINENTE SUR TF1

Interrogé par *Stratégies* (15.1.04), Patrick Le Lay, PDG du groupe TF1 (1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires publicitaire), a expliqué pourquoi les journaux télévisés avaient été confiés à des ânes : « *L'information n'est pas un marché pertinent. On n'y met pas d'écran publicitaire, c'est interdit. Nous ne faisons pas d'argent avec l'information* ».

LCI : MERCI GAILLARD !

Sur LCI, chaîne intégralement détenue par Bouygues, Jean-Pierre Gaillard lance : « *On commence par Bouygues, une des plus belles progressions. On est remonté à 25,90 euros et nombreux sont les professionnels qui voient l'action à 30 euros* » (29.11.03).

LE PPA EN CONGRÈS

Le 14e « congrès de la presse française » s'est tenu à Bordeaux les 20 et 21 novembre 2003 avec Jean-Jacques Aillagon comme invité d'honneur. Plus de mille pépéistes « *responsables et décideurs* » ont réglé les 544,18 euros de frais d'inscription pour s'agglutiner contre des « *directeurs marketing* ». Conclusion : « *les médias sont des marques qu'il faut valoriser en tant que tel* »... Mais l'essentiel était ailleurs. Premier soir : cocktail au « Grand Théâtre ». Le lendemain, dégustation au château Smith Haut-Lafitte offerte par le Conseil Régional (présidé par Alain Rousset, PS). Pour le « post-congrès » : « *compétition amicale de golf suivie d'un déjeuner* », une visite de Saint-Emilion (100 euros HT par personne), puis dîner à La Tupiña (un des plus luxueux restaurants de Bordeaux) où chacun se goinfra de cèpes, foie gras, carrés d'agneau et pièces de bœuf. La Fédération Nationale de la Presse d'information Spécialisée (FNPS) est formelle : « *Les éditeurs ont apprécié l'accueil de la Ville de Bordeaux. La représentation du Ballet Carlson, Malandain, Garnier, Favier au Grand Théâtre a enthousiasmé les congressistes* ».

RAMINA EFFACE SON ARDOISE

Selon *La Tribune* (16.1.04), « *Jean-Marie Colombani confirme que la quinzaine de sociétés porteuses d'ORA (obligations remboursables en actions) du journal a accepté d'abandonner la clause de remboursement prévue au cas où l'introduction en Bourse n'aurait pas lieu* ». Si le *QVM* n'entre pas en Bourse, ces obligations (emprunts) contractées auprès d'entreprises et de banques comme Publicis, BNP-Paribas, Air France, Crédit mutuel, Total, L'Oréal, Saint-Gobain, Suez, Vivendi Universal, Dexia, auraient dû être remboursées en liquide en 2007 ou 2009 ; le groupe de Ramina, qui perd des lecteurs et de l'argent (40 millions d'euros en trois ans), aurait probablement coulé comme un vieux rafiot.
Le créancier qui renonce à sa garantie quand sa créance n'est pas remboursée est un oiseau rare. Mais *Le Monde* se montrera certainement aussi critique du capitalisme et des banques que *PLPL* pour prouver que les soupçons nés de cette bonne affaire sont infondés. Alain Minc y veillera.

CUISINE D'INVESTIGATION

« Enfin une année qui commence bien ! » Telle fut la réaction joyeuse de *PLPL* en apprenant que le *QVM* lançait un supplément de fin de semaine, *Le Monde 2*, nouveau produit papier « vu à la télé » et inspiré du *Figaro magazine*. Cet hebdomadaire hideux présente la particularité de s'ouvrir sur un éditorial d'Edwy Plenel, Roi du téléachat (RTA). Davantage de galimatias du RTA : ce fut assez pour que la Sardonie danse toute la nuit. La deuxième livraison (25.1.03) a lancé en « une » un débat audacieux : « Ferran Adria est-il le plus grand cuisinier du monde ? ». Plenel a justifié ce choix devant ses rédacteurs enthousiastes : le roi des casseroles de Cadaquès aurait inventé une « *cuisine d'investigation* » (éditorial p. 7), transposition culinaire du « journalisme d'investigation » que pratique le RTA (en réceptionnant des fax policiers). Les ventes du *Monde 2* se sont immédiatement écroulées. En attendant le naufrage, Plenel a recruté un chroniqueur en or : Pierre Lescure, qui écrit mal mais qui siège au Conseil d'administration du *Monde*.
Selon nos informations, le RTA caresse l'espoir de congédier Josyane Savigneau de la rédaction en chef du *Monde des livres* : elle a fait pleurer Plenel à la télé en chantant ses louanges, ce qui les a couverts tous deux de ridicule. Par bonheur, Pierre-Louis Rozynès se trouve sans emploi après son éviction de l'hebdomadaire professionnel *Livres-hebdo* en raison de sa trop grande docilité à l'égard du *Monde* : il avait même léché le livre consternant du RTA sur le métissage... L'idée de Plenel serait donc de remplacer la dictatrice Josyane par un pion moins défraîchi mais tout aussi docile. Seul mystère : Rozynès n'est pas un ancien trotskiste.

PAUVRE PAOLI

Le 16 décembre 2003, France 3 diffusait un documentaire de Serge Moati à la gloire de Radio France. L'intervention de Stéphane Paoli a suscité un vif intérêt dans la communauté médicale : « *Putain ! C'est un truc de fou !* [...] *Y a rien de plus physique que la radio. J'aime la radio parce qu'elle est plus dangereuse.* [...] *Un entretien, c'est 250 % de disponibilité. C'est ça la radio : vous êtes dedans ou vous y êtes pas. Et vous remarquerez qu'en radio on finit souvent l'interview comme ça* [il s'affale] *: presque couché sur la table, parce que y a ce mouvement qui vous tend vers l'autre* [vers ses chaussures] ». Surexcité, Paoli hurle : « *Imaginez que je puisse rentrer là-dedans* [il montre le micro]. *Imaginez que moi, mon corps, tout à coup, là, rentre là-dedans, puis rentre là-dedans* [le pied de micro] *et puis passe là dedans* [les fils qui mènent à la console] *: c'est ça mon truc ! Voilà* ». La séquence aurait été coupée juste avant l'irruption des infirmiers envoyés par Martin Winckler.

LES CERTITUDES DE WOLINSKI

Le 31 décembre 2003 au soir, la chaîne câblée de Bouygues LCI réveillonne avec trois invités : Cabu, Plantu, Wolinski (« L'année 2003 vue par les dessinateurs »). Wolinski affirme : « *Les gens qui ont des certitudes, ce sont des fachos* ». Il en est absolument certain !

UN AMI INTELLO ET UN AMI MAÇON

Dans un article titré « Les amis branchés de Sarko » (4.12.03), *Le Nouvel Observateur* distingue Bernard-Henri Lévy et Martin Bouygues. À propos du premier, l'hebdomadaire écrit : « *Bernard, Arielle, Nicolas et Cécilia : les deux couples aiment à se fréquenter, et les deux hommes à débattre. La principale inégalité entre les individus, c'est la différence de talent, a un jour avancé BHL. Faux, c'est la différence d'appétit, a rétorqué Sarkozy.* » Quant à Martin Bouygues, propriétaire de TF1, il est « *son plus proche ami. Les deux hommes se téléphonent presque tous les jours. Sarkozy a demandé à Martin Bouygues d'être son témoin lors de son second mariage, avec Cécilia. Il l'a aussi choisi pour parrain de leur fils, Louis.* »

L'ALTERMONDIALISME DES *INROCKUPTIBLES*

Les Inrockuptibles (31.12.03) ont salué l'engagement de Jamel Debbouze, qui déclare : « *Ma notoriété me sert à rendre service. Je suis dans une position où je peux mettre les gens en connexion, des Spike Lee avec des Mohammed VI. Y'a pas de message précis dans tout ça* [...] *C'est une autre manière de faire de la politique* ». La journaliste de ce brillant hebdomadaire a conclu : « *Et si, à sa façon, Jamel, c'était un peu de l'altermondialisation, mais en plus drôle ?* » L'altermondialisation, c'est mettre en connexion Spike Lee et le roi du Maroc ?

SILENCE ET BON BUDGET

La CFDT Radio-Télé a révélé les raisons des chambardements survenus à France 3 avec la nomination fin novembre 2003 d'Ulysse Gosset à la direction de la rédaction, puis celle de Gilles Leclerc au service politique. Selon un communiqué syndical (14.1.04), le PDG de France Télévision, Marc Tessier, a expliqué aux responsables rédactionnels réunis en conclave le 19 décembre 2003 : « *Nous entrons en campagne électorale.* [...] *Mon message est le suivant : si vous savez être gentil avec vos interlocuteurs, notre prochain budget sera meilleur* ». Cette information est développée sur le site de notre vitrine universitaire www.acrimed.org

ANTOINE SFEIR VOYANT MIRACULEUX

Au moment où l'arrestation de Saddam Hussein par les troupes américaines vient d'être annoncée, Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient*, n'en doute pas : « *Il est incontestable que cette arrestation porte un coup fatal à la résistance irakienne.* [...] *Un point final pour les attaques contre les armées américaines* » (LCI, 14.12.03, 12h14). Quelques jours plus tard, il écrira à peu près le contraire dans *Le Figaro*.

UNE ENQUÊTE FOUILLÉE

L'investigation moustachue façon *Le Monde* ne cesse d'étendre son influence. Peu après le crash sur les côtes égyptiennes d'un avion charter contenant des passagers français, un journaliste explique doctement : « *Sur le Boeing 737 les commandes sont primordiales pour diriger l'appareil* » (France 2, 20 h, 5.1.04).

VICTIMES DE LA GUERRE D'IRAK

Pour les médias (qui mentent), les seules victimes de guerre qui importent sont celles qui ont la même nationalité que les propriétaires de la presse (Murdoch, Bill Gates, Colombani, Mougeotte, July, Berlusconi). Dès lors que les autres ne comptent pas, on ne les compte pas. Encore moins quand ce sont des Arabes. Un site Internet américain, Znet, très connu des sardons anglophones, vient d'en apporter la preuve dans son bulletin du 21 décembre 2003 signé David Cromwell. David rappelle pour commencer que Medact, une organisation britannique de médecins, a récemment estimé qu'entre le 20 mars et le 20 octobre 2003, la guerre d'Irak a provoqué la mort de 394 Américains et alliés de Bush, celle de 7800 à 9600 civils irakiens et de 13500 à 45000 soldats irakiens. Un peu comme dans les guerres coloniales, le ratio des tués s'établit ainsi aux alentours de 1 à 100 entre soldats occidentaux et soldats du pays envahi. Les blessés de part et d'autre étant environ trois fois plus nombreux que les morts, la promenade américaine de Bush, acclamée par Kouchner, Bruckner, Glucksmann et l'âne Goupil, aurait donc provoqué entre 60000 et 170000 victimes[1]. Quand des médias (qui mentent) comme le *New York Times*, *Le Monde*, TF1, etc., évoquent la « guerre contre le terrorisme », ce genre d'hécatombe les intéresse souvent moins que la découverte d'un nouveau site pédophile. Les choses sont à peine différentes à la BBC.

Znet relate ainsi la teneur d'un entretien, le 14 novembre 2003, entre une journaliste de la BBC, Sarah Montague, et Walter Cronkite, un vieux présentateur américain de CBS News, aujourd'hui à la retraite, mais en exercice du temps de la guerre du Vietnam. Montague interroge Cronkite : *« Mais quand vous faites la comparaison des nombres bruts, nous avions quoi, 58000 personnes qui sont mortes au Vietnam et seulement* [petit silence] *environ 400 en Irak. »* Entendant cela, le sardon David Cromwell envoie sur-le-champ un mèl à la Sarah Montague lui demandant pourquoi elle n'a pas parlé des 2 millions de victimes vietnamiennes. Notre camarade obtient, le 15 novembre, la réponse qui suit : *« David, Si je n'ai pas parlé des quelque 2 millions de morts vietnamiens ou du nombre encore inconnu de victimes irakiennes, c'est que je m'intéressais seulement aux pertes américaines. Mon objectif était en effet d'apprécier l'impact de ces conflits sur l'Amérique et les Américains. Je vous réponds très vite, mais n'hésitez pas à me recontacter si vous voulez en savoir davantage. Sarah. »*

David, curieux d'en savoir davantage sur cet intérêt exclusif des médias (qui mentent) pour les pertes occidentales, décide de prolonger dès le 16 novembre sa correspondance avec sa nouvelle cyber-copine Sarah. Il lui envoie le message suivant :

Chère Sarah,

Merci de m'avoir répondu – j'ai apprécié le geste. Je trouve assez remarquable que, dans un sujet de six minutes consacré à la comparaison entre le Vietnam et l'Irak, vous n'ayez pas jugé utile de signaler la mort de 2 millions de Vietnamiens. Ce massacre de masse a sans aucun doute influencé le jugement de nombreux Américains quant à une guerre future. Pourquoi en avez-vous jugé autrement ? Un sondage américain de 1982 indiquait que 72 % des personnes interrogées jugeaient que « la guerre était plus qu'une erreur grave, elle fut fondamentalement mauvaise et immorale ». Pensez-vous que le seul souci des pertes américaines ait justifié une telle appréciation ?

Dans votre sujet, vous n'avez pas non plus mentionné l'estimation de Medact, une association britannique, selon laquelle l'invasion de l'Irak pourrait avoir provoqué jusqu'à 55000 morts. Un chiffre de ce genre a assurément un rapport avec l'impact de la guerre sur les États-Unis et sur son peuple. Pourquoi votre émission n'a-t-elle pas jugé cette dimension-là pertinente ? Pourquoi les Américains ou vos auditeurs devraient-ils uniquement se soucier des pertes américaines à l'exclusion des autres, comme si les vies américaines étaient fondamentalement plus importantes ?

Autre chose : vous avez laissé Walter Cronkite prétendre que les communistes avaient cherché à envahir le Vietnam du Sud alors qu'en réalité ce sont les États-Unis qui ont envahi le Vietnam. En prenant pour argent comptant cette présentation biaisée de l'histoire, vos auditeurs vont être portés à croire la mythologie officielle selon laquelle les États-Unis « défendaient » le Vietnam du Sud, un peu comme l'URSS affirmera plus tard qu'elle ne faisait que défendre l'Afghanistan. Si vous avez le temps, merci de me faire part de vos commentaires. Meilleurs vœux. David.

Cette fois, la délicieuse Sarah n'a pas répondu au Sardon David.

1 Pour les détails de l'étude de Medact : « Continuing Collateral Damage : the Health and Environmental Costs of War on Iraq 2003 », www.medact.org/tbx/docs/Coll % 20Dam % 202.pdf

VICTIME DE L'AMOUR

(LA POLITIQUE DE LA CARESSE SUR FRANCE CULTURE)

La rubrique « copinage » du *NEM* (*Non-Événement du mercredi*, appelé *Charlie Hebdo*) annonçait une météo orageuse : *« Le 13 décembre de 9 heures à 10 heures sur France Culture, débat entre Jacques Julliard, Philippe Corcuff et Alain Finkielkraut dans "Répliques", sur le thème "La gauche et la question du mal". Diablotins de la gauche radicale : les oreilles vont vous siffler. »* (10.12.03). Entre le groupie nicole-notiste du *Nouvel Observateur* (Julliard), le sociologue-militant de la Ligue communiste révolutionnaire (Corcuff), et l'essayiste réactionnaire qui hait la sociologie (Finkielkraut), l'affrontement semblait inévitable. Car Julliard et Finkielkraut ont consacré leurs vingt dernières années à pourfendre ce que Corcuff prétend défendre. Dans *Le Nouvel Observateur*, Julliard fulmine contre la sociologie, *« devenue, à force de tolérance, l'agent de la pénétration de l'intolérance dans le corps social français »* (18.9.03) ; il décrit les grévistes comme *« des écorchés vifs, des organismes en proie à l'inquiétude, aux peurs collectives et aux fantasmes »* (22.5.03) ; il compare Jové Bové à Poujade, Olivier Besancenot à une *« mouche du coche »* (25.9.03 et 3.10.03). De son côté, Alain Finkielkraut ne cesse d'assimiler la *« gauche de gauche »* dont se réclame Corcuff à un mouvement *« judéophobe »*.

En acceptant une telle invitation, Corcuff allait devoir défendre ses idées contre un bloc de venin coagulé. Et puis… surprise.

Jacques Julliard : *Nous sommes presque d'accord à partir de cette citation de Merleau-Ponty. Une partie de notre conversation le suggérait.* […] *Vous convenez vous-même que vous faites du réformisme.* […]

Philippe Corcuff : *J'avais remarqué, ça n'avait pas fait forcément plaisir à nos camarades trotskistes, que le programme d'Olivier Besancenot aux dernières élections présidentielles est beaucoup plus réformiste que le programme commun de la gauche.* […] *Moi, j'ai toujours été social-démocrate…*

Jacques Julliard : *Moi aussi ! moi aussi !*

Philippe Corcuff : *…J'ai été dix-sept ans au Parti socialiste et je défends la social-démocratie…*

Jacques Julliard : *Bon, simplement, j'ai pas l'impression pour l'instant que votre influence soit dominante.*

La « politique de la caresse » théorisée par Corcuff, s'éclairait soudain : elle consiste à lécher ses adversaires pour les déstabiliser. Julliard ne paraît pas déstabilisé. Alors, Corcuff dégaine. Courageusement, il retourne l'arme de la critique contre… le sociologue Pierre Bourdieu (décédé il y a deux ans) et contre la critique radicale des médias (déjà attaquée par tout le monde, et par *Le Monde* en particulier).

Philippe Corcuff : *Je ne dis pas que quand Bourdieu a fait de la politique plus nettement à la fin de sa vie, il n'a pas désigné des boucs émissaires du problème.* […] *Il a contribué à désigner comme bouc émissaire principal du mal, non pas d'ailleurs le capitalisme, etc., mais les journalistes.* […] *Je pense que dans le mouvement altermondialiste, ce qui unifie, ce qui mobilise le plus les gens, hein, en nombre de gens dans les manifestations, etc., c'est le mal du journaliste. C'est le journaliste qui est le mal de tout. Donc, c'est le complot. Et toutes ces figures, c'est des figures régressives. Mais il me semble que ça, c'est le penchant ancien. C'est ce qu'il y a de vieux dans le mouvement altermondialiste.*

Toute la logique du « débat » s'étale ici : Corcuff, à la fois militant contestataire et intellectuel médiatique, pâture sur France Culture avec d'autres intellectuels médiatiques. On est entre gens de bonne compagnie. Problème : si Corcuff conteste, en rappelant par exemple aux auditeurs le rôle qu'ont joué Julliard et Finkielkraut dans l'imposition de la pensée de marché, son nom sera rayé de la liste des « bons clients » du PPA. *Le Monde* (29.1.01), *Télérama* (26.2.03), *Nova Magazine* (avril 2003) et *Le Point* (7.11.03) ne lui consacreront plus de portraits enamourés. S'il se contente de défendre ses idées ou celles de la LCR, il sera accusé de « simplisme » et compromettra ses chances d'être invité pour promouvoir ses prochains livres. Reste une possibilité : ravaler ses idées et paraître aussi subtil que ses hôtes en s'attaquant à ce qu'ils détestent le plus : Bourdieu et la critique des médias. Corcuff caricature donc l'antimondialisation, Pierre Carles et *PLPL* en ramassis archaïque de simples d'esprit adeptes d'une prétendue « théorie du complot ». C'est la dimension « courage politique », qui lui permet de publier une nouvelle tribune dans *Le Monde* (11.1.04) pour dénoncer *« des visions simplistes des médias en termes de "complot" et de "propagande" (ne rendant pas suffisamment compte de leurs contradictions) »*.

Finkielkraut jubile et enchaîne : *Bourdieu a retrouvé des accents conspirationnistes en parlant d'un gouvernement invisible des puissants.* […] *Les retraites, il faut bien demander à la société un effort. Et ce que disait le mouvement de l'altermondialisation c'est : des sous, il y en a dans les caisses du patronat. Ça ne fonctionne pas comme ça, on le sait pas bien.* […] *La politique, ça demande à chacun de sortir un peu de l'égoïsme.*

Corcuff plaide : *Ce qu'on fait dans la revue* Contre-Temps, *ce que je fais à* Charlie Hebdo, *c'est ça la nouvelle gauche.*

La « nouvelle gauche » qui gravite en orbite autour de son propre nombril s'est-elle réconcilié avec la « deuxième droite » de Julliard et Finkielkraut ? Réponse à la fin de l'émission :

Jacques Julliard à Corcuff : *Tout ce que vous dites m'intéresse, parfois me surprend.* […]

Philippe Corcuff : *Il ne faut pas supprimer le marché.*

Jacques Julliard : *Je ne vous le fais pas dire.* […] *Dans ce que vous dites, il y a des choses avec lesquelles je consone.* […] *Quand vous dites* « société émancipée », *on est tout à fait d'accord. Quand vous dites « révolution », c'est tout autre chose.*

Philippe Corcuff : *Mais révolution, je ne sais pas ce que c'est.*

Jacques Julliard : *On est déjà deux à ne pas le savoir.*

Alain Finkielkraut : *Cette ignorance sera le mot de la fin. Merci beaucoup, Jacques Julliard et Philippe Corcuff.*

Enfin, quelque part, des gens s'aimaient. *PLPL* en fut ému.

LA PENSÉE VAL TSE-TUNG

PLPL N° 18 — DÉMONTAGE D'ÉDITO

Le parti de la presse et de l'argent (PPA) a lancé une offensive d'hiver contre l'existence d'une critique radicale des médias. En l'espace de cinq semaines, La Peste France Inter, *Le Monde*, Bernard-Henri Lévy, Philippe Val et *Le Point* ont attaqué et diffamé *PLPL*. Il leur faut détruire la Sardonie avant que la Sardonie ne les ait détruits. Autant dire que le compte à rebours est enclenché. Terrorisé, Philippe Val, dictateur du *NEM* [*Non-Événement du Mercredi*], a pris la plume...

Charlie Hebdo, 24 décembre 2003.

« La presse a besoin de flics »

« En septembre de cette année est né l'OFM (Observatoire français des médias). [...] D'abord, en tant que membre fondateur d'Attac, j'ai été extrêmement surpris de n'avoir à aucun moment été informé de la création de cet observatoire[1]. [...] Mais, de surcroît, que Serge Halimi soit un des initiateurs de l'OFM prive le projet de tout espoir d'acquérir un jour une quelconque légitimité. [...] Sur le modèle des feuilles d'extrême droite des années trente, il a fondé un journal – *PLPL* (*Pour lire pas lu*) – dont il rédige, sans les signer, la plupart des articles[2]. Le malheureux s'est mis à se vautrer dans la dénonciation, usant de procédés révélant une déchéance morale qui fait pitié.

Que je sois l'une des cibles principales de *PLPL* montre en tout cas qu'ils ont parfaitement identifié ce qui sépare un monde injuste d'un monde équitable. Qu'on m'y appelle Kim Jong-il est relativement amusant, je le concède, et pas si con, car j'ai les yeux un peu bridés[3]. [...]

« En revanche, quand il appelle Alain Minc "le nabot malfaisant", c'est déjà plus gênant[4]. Il y a beaucoup de choses à dire, et pas des meilleures, sur le rôle de Minc dans les différents domaines où il a choisi d'agir. Mais il n'a pas choisi sa taille et la forme de son corps[5].

« Bien que j'aie parfois été en désaccord avec les choix de Laurent Joffrin, actuel directeur de la rédaction de *L'Obs*, j'avoue que j'ai de l'estime pour l'homme et pour son talent de journaliste[6]. [...]

« Je ne dirai rien de la position d'Halimi, qui, comme d'autres, a de bonnes raisons de critiquer le journal *Le Monde*, sauf qu'à sa place, pour échapper au destin lamentable de parasite dans la charpente, j'aurais démissionné du groupe Le Monde afin de m'exprimer librement. Mais chacun sa merde et sa conception du métier[7].

PLPL a jugé amusant de décerner à Jean-Luc Hees « La Laisse d'or », prix récompensant le journaliste le plus servile. [...] J'imagine que Mermet, comme tous les collaborateurs d'Inter, doit se sentir terriblement humilié d'être le subordonné[8] de l'homme le plus servile des médias, lauréat de « La Laisse d'or ». Avec le sens de la liberté et de l'honneur que je lui connais, je ne doute pas qu'il va, comme moi, protester véhémentement de l'honnêteté jamais prise en défaut de Hees, sous la direction duquel il s'honore de faire son travail librement[9]. Si l'Observatoire français des médias sert à insulter et diffamer en priorité ceux qui se font la plus haute idée de leur métier, alors ce n'est pas la corruption et la collusion qu'il combat, c'est le journalisme libre, en tant qu'il est un élément déterminant de la démocratie. [...] Tant que l'OFM ne se désolidarisera pas publiquement de ces propos, ne dénoncera pas les méthodes et ne leur demandera pas de s'excuser clairement ou de quitter l'OFM, je demande que mon nom soit retiré de la liste des membres fondateurs d'Attac, qui est à l'origine du projet.[10] »

Conférence de rédaction à *Charlie Hebdo*

2 Être associé par des analphabètes aux « *feuilles d'extrême droite des années trente* », tel est le destin de tous ceux qui mettent en cause les responsables de presse. L'inspecteur Philippe Val commet en outre plusieurs autres erreurs : *PLPL* a été fondé par un collectif à l'initiative Pierre Carles ; notre camarade Serge Halimi participe à la publication, mais ne rédige pas « la plupart des articles ». L'obsession de la signature révèle avant tout la personnalisation de l'action collective et marque le mépris des roitelets de la presse qui plagient les travaux des autres ou privatisent en permanence le produit de l'effort commun.

3 « *Kim Il-sung de la rue de Turbigo* », et pas Kim Jong-il. L'hebdomadaire de Val nourrit mieux les sujets de son Grand Leader que la Corée du Nord, c'est vrai. Et le *NEM* est tellement libre que son patron pique une colère sitôt qu'on suggère que ses employés « *rampent honteusement depuis des années devant un chef qu'ils méprisent* » (*NEM*, 14.1.04). L'« *incongruité* » et l'« *injure* » d'une telle imputation scandalisent Val, gouverneur d'une « *équipe* » où ne règnent selon lui que « *loyauté* », « *solidarité* » et « *fraternité* » (*NEM*, 14.1.04)... Dans une audience concédée par Val à *l'Œil électrique* (octobre 1999), le chef bien-aimé rappela sa réaction lorsqu'il découvrit avec horreur que la majorité de ses « *subordonnés* » (lire note 9) avait refusé d'appeler à voter pour Cohn-Bendit aux élections européennes de juin 1999 : « *Ça par contre, je ne l'ai pas accepté. J'étais aux États-Unis. Quand je suis rentré, j'ai sévi.* » Depuis, ses « *subordonnés* » signent des textes autocritiques rédigés par leur chef adoré, comme par exemple celui-ci, adressé à *Libération* : « *À la suite de notre article du 28 mai, titré "*CQFD, *un* Charlie *marseillais", les dessinateurs Charb, Honoré, Jul, Luz et Tignous précisent que leur participation à ce mensuel* "n'a pas été motivée par une quelconque déception à l'égard de *Charlie Hebdo", comme l'article pouvait le laisser supposer* » (31.5.03).

Trois ans plus tôt, les « *subordonnés* », déjà « *solidaires* » et « *loyaux* », envoyaient une autre lettre proclamant, cette fois dans *Le Monde*, leur dévotion à leur maître, contrairement à ce qu'avaient suggéré diverses récriminations du petit personnel : « *Il n'y a pas de controverse sur la ligne éditoriale.* [...] *Il y est fait obligation d'être fidèle à la laïcité, à la défense de l'écologie, aux principes démocratiques, aux idéaux des Lumières, aux droits de l'homme, à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et à la dénonciation de la cruauté contre les animaux* » (*QVM*, 26.3.00). La lettre précisait d'emblée que « *la plupart des collaborateurs de* Charlie Hebdo *se sont associés à ce texte* ». Ceux qui refusèrent de s'y associer perdirent assez vite le statut salarié de « *subordonnés* » de Val.

4 Comme France Inter (qui consacra dix minutes au « *média de la haine* » que serait *PLPL* le 18 novembre 2003), comme *Le Monde* (26.2.03, 9.12.03), comme BHL (*Libération*, 20.12.03), Val n'évoque de *PLPL* que les surnoms dont la Sardonie affuble les outres vaniteuses du PPA, dont plusieurs sont ses amis (Hees, Mouchard). Du contenu du journal, les lecteurs du *NEM* ne sauront rien.

7 Au moment de licencier Daniel Schneidermann, coupable d'avoir écorné *Le Monde*, Jean-Marie Colombani a expliqué : « *Un journaliste n'a pas le droit d'écrire contre son entreprise !* » (réunion publique à Marseille, 4.11.03). Même son (de cloche) du côté de Val : un journaliste qui critique son employeur est un « *parasite dans la charpente* ». À *Charlie Hebdo*, un hebdomadaire balayé par les purges, un salarié démissionne ou se soumet. Depuis trois ans, c'est d'ailleurs le calme plat. Plus rien ne bouge, sauf les lecteurs qui par milliers abandonnent ce journal et s'abonnent à *PLPL*.

1 Comme Mouchard, Val ment. Dans un droit de réponse daté du 2 janvier 2004, le président d'Attac Jacques Nikonoff explique : « *Philippe Val se prévaut de sa qualité de membre fondateur d'Attac pour s'étonner de ne pas avoir été informé de la création de l'OFM. Il est effectivement grand temps qu'il se souvienne de l'existence de notre association : c'est en effet l'un des seuls membres fondateurs à ne jamais avoir acquitté sa cotisation annuelle depuis la création d'Attac, en 1998. Au point qu'il ne dispose même pas de numéro d'adhérent !* [...] *Quant à l'information qu'il se plaint de ne pas avoir reçue, elle est pourtant publique.* » Au jour où *PLPL* met sous presse, Philippe Val n'avait pas publié ce droit de réponse, en infraction avec la loi du 29 juillet 1881 sur la presse dont l'article 13 stipule : « *Le directeur de la rédaction sera tenu, sous les mêmes sanctions* [25 000 francs d'amende sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts], *d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception* ». Honorable aux yeux des Sardons, ce soudain mépris du légalisme bourgeois surprend chez un éditorialiste qui ne cesse d'invoquer Montesquieu et *L'Esprit des lois*.

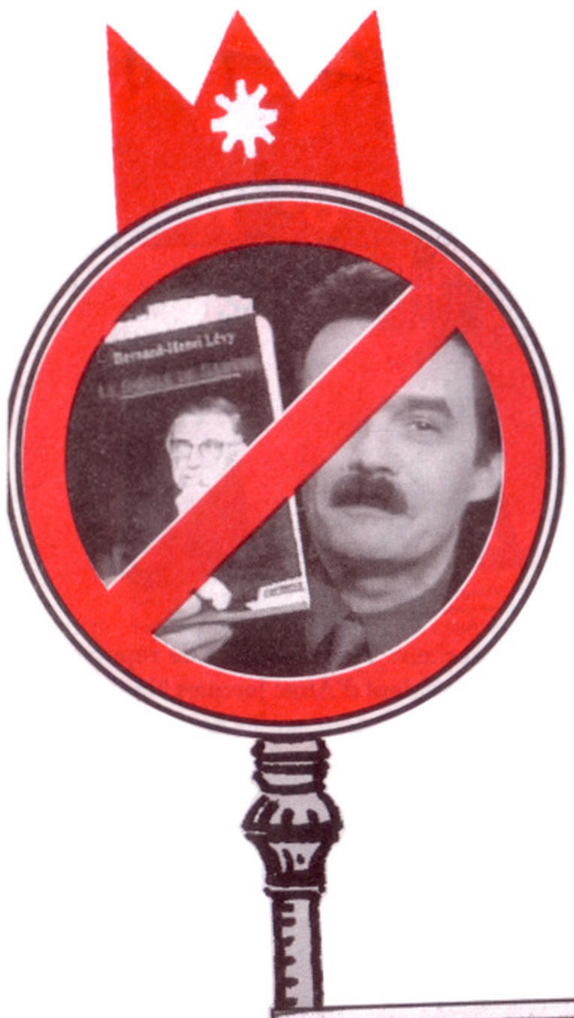
5 Il est exact qu'Alain Minc « *n'a pas choisi sa taille et la forme de son corps* ». Mais n'est-ce pas le très distingué Philippe Val qui écrivait : « *C'est à ses oreilles qu'on devinait que Peyrefitte était un homme d'envergure* » (*NEM*, 1.12.99) ? Peyrefitte n'avait pas choisi la forme de ses oreilles. Balladur, surnommé « *le goitreux* » par *Charlie Hebdo*, n'a pas choisi non plus la forme de sa gorge. Raffarin ou Kessler, régulièrement caricaturés par un profil moins que svelte, préféreraient disposer d'un tour de taille plus élancé. Claude Allègre doit-il raser ses « *sourcils de géant* » qui, selon Val, « *l'empêchent de penser* » (*NEM*, 22.3.00) ? Au demeurant, Alain Minc n'est plus surnommé depuis deux ans « *le nabot malfaisant* » par *PLPL*, une expression d'ailleurs empruntée à notre ami Karl Marx qui l'employa contre Adolphe Thiers, massacreur de la Commune de Paris (deuxième essai de rédaction de *La Guerre civile en France*, Éditions sociales, 1972, p. 244-245). Un jugement historique du tribunal de grande instance de Paris (28.11.01, publié par *PLPL* n° 8) ayant déclaré Minc coupable de « *plagiat* » pour des propos « *servilement reproduits* », notre journal a rebaptisé le président du conseil de surveillance du *Monde* « le plagiaire servile ».

6 Appelé à résumer son œuvre journalistique, Laurent Mouchard a expliqué il y a dix ans : « *On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche* » (Antenne 2, 2.6.93). Val trouve d'ailleurs « *dégueulasse* » et « *honteux* » d'appeler « *Mouchard* » le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. Il s'agit pourtant de son nom d'état civil, Joffrin n'étant qu'un pseudonyme, comme chacun pourra le vérifier dans un *Who's Who* ou dans un annuaire professionnel de la presse.

8 Dans l'univers écolo-libertaire de Philippe Val, le monde est divisé en deux camps : les chefs (ceux qui ont un pistolet chargé) et les subordonnés (ceux qui creusent). Lors d'une discussion mondaine avec Jean-Marie Messier (publiée dans le *NEM* du 5.11.00), Val s'était présenté au patron de Vivendi : « *J'ai trente-cinq salariés.* » Cette vision des choses conduit plus souvent que nécessaire le patron de *Charlie Hebdo* devant le tribunal des prud'hommes.

9 Pour laver l'affront infligé au patron de France Inter par *PLPL*, Daniel Mermet est ainsi sommé par Val, chroniqueur de France Inter, de ramper aux pieds de son employeur. Mermet réagira à cette conception valienne du journalisme libre : « *Pourquoi n'aurions-nous pas chaque semaine uniquement l'éditorial de Philippe Val sur 16 pages ? Ou bien l'inverse : pourquoi ne pas laisser ce torchon* [le *NEM*] *à vos « subordonnés », cher Philippe, et rejoindre les colonnes qui ailleurs vous attendent et vous méritent ?* » (France Inter, 5.1.04). Ces colonnes pourraient être celles du *Point* dès que BHL prend sa retraite de chroniqueur : Franz-Olivier Giesbert, directeur de l'hebdomadaire de François Pinault, adore inviter Val dans son émission de télévision pour y maintenir l'ordre conservateur : « *Si on vous a invité, Philippe Val, c'est parce qu'on lit depuis très longtemps vos éditoriaux dans* Charlie Hebdo, *qui sont passionnants parce que vous avez une réputation d'intelligence et de modération. Très bon papier, d'ailleurs, sur Noam Chomsky* [assimilé par Val à un négationniste] » (*Culture et dépendances*, France 3, 26.11.03).

10 Attac réagira ainsi : « *En d'autres termes, il* [le dictateur du NEM] *exige que, au sein de l'OFM, notre association joue le rôle de procureur, voire, pour reprendre sa terminologie, de « flic », si elle entend conserver le privilège de compter le rédacteur en chef de* Charlie *dans ses rangs. Imaginer un tel scénario déconsidère son auteur* » (droit de réponse daté du 2.1.04).



PLPL VOUS OFFRE UN DRAPEAU

Les librairies qui diffusent PLPL :

Cinema UTOPIA, AVIGNON • Librairie asso.l'Autodidacte, BESANçON • Librairie Papeterie du Lycée, 34500 BEZIERS • L'Athénée Libertaire, BORDEAUX • Librairie La Machine à lire, BORDEAUX • Bouquiniste D. ROIGNANT, BREST • L'Écrit Vain, BRUXELLES • Cinema NOVA, BRUXELLES • Lib. Au Brouillon de Culture, CAEN • Librairie Calligramme, CAHORS • Lib Le Cheval dans l'Arbre, CERET • Librairie Jean Rome, CT-FERRAND • Point Presse, COMPIEGNE • Café-Bib.Libertaire Antigone, FONTAINE • Librairie Envie de Lire, IVRY / SEINE • Centre Culturel Libertaire, LILLE • Presse St-Michel, LILLE • Librairie Page et Plume, LIMOGES • Librairie Intermède, LUXEMBOURG • Librairie À plus d'un titre, 69001 LYON • Librairie La Gryffe, 69007 LYON • Maison de l'Écologie, 69001 LYON • Librairie L'Odeur du temps, 13001 MARSEILLE • Boutik Mauvaise Graine, MONTPELLIER • Librairie L'Autre Rive, NANCY • Libairie Vent d'Ouest, NANTES • Librairie Masséna, NICE • Théâtre Automne L'Armature, NÎMES • Librairie des Abbesses, 75018 PARIS • Librairie Actualités, 75006 PARIS • Librairie l'Ecritoire, 75018 PARIS • Epigramme, 75011 PARIS • Librairie Equipages, 75020 PARIS • Librairie l'Humeur Vagabonde, 75018 PARIS • Librairie Jonas, 75013 PARIS • Librairie Lady Long Solo, 75011 PARIS • Le Maldoror, 75011 PARIS • Librairie Parallèles, 75001 PARIS • La Passerelle, 75011 PARIS • Librairie Le Point du Jour, 75005 PARIS • Librairie Publico, 75011 PARIS • Boutique-Librairie Quilombo, 75011 PARIS • Librairie Les Sœurs Lumière, 75012 PARIS • Thé-Troc, 75011 PARIS • L'art ou cochon, PERPIGNAN • Alphagraph, RENNES • Le Jardin de Poche, RENNES • Librairie Planette io, RENNES • Librairie Les Lisières, ROUBAIX • Librairie L'Insoumise, ROUEN • Librairie Folie d'Encre, ST-DENIS • Librairie Voix au Chapitre, ST-NAZAIRE • Librairie-Pap Piller Paul, ST-OUEN • Le baraboukins, TOULOUSE • Le Kiosque du Clandé, TOULOUSE • ObliQ, TOULOUSE • Librairie Ombres Blanches, TOULOUSE